LIRE EN P. 2 : LES PETITS PRODUCTEURS DE LAIT FACE A LA CRISE

LES INDUSTRIES AGRO ALIMENTAIRES

Des pieuvres qui tiennent le marché des produits laitiers

LE SUICIDE D'UN PAYSAN

Il est des morts qui pèsent. Tandis que ministres et «experts» discutaient gravement, après quelques bons repas, de la façon dont les petits paysans allaient être mangés à la sauce européenne, un exploitant agricole, dans une commune proche de Rouen, se donnait la mort. Il ne savait plus comment s'en tirer, pour nourrir son bétail. Oui, il est des morts qui pèsent lourd.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 23 DÉCEMBRE
N° 334 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

CONSEIL DES MINISTRES

RESTRICTION DU FUEL HAUSSE DE L'ESSENCE

A l'aide d'un «multimètre portatif à affichage digital», un contrôleur de température vérifie que des bureaux ne sont pas chauffés à plus de 20%. Peut-être viendront-ils frapper à votre porte !

Le conseil des ministres s'est longuement penché sur les économies d'énergie. En fait sur une nouvelle forme d'austérité pour les travailleurs. Qu'on en juge : pour limiter les importations de pétrole à 55 milliards de francs (51 milliards ont été importés cette année, mais les commandes de fin décembre sont reportées déjà sur l'année prochaine...), le gouvernement va :

— diminuer les quotas d'approvisionnement en fuel.
— augmenter les contrôles de températures (20°C).
— augmenter l'essence fin février probablement au delà de l'augmentation du prix du pétrole .
— recalculer la vignette en fonction de la puissance réelle des véhicules (cela peut être prétexte à augmentation).

Giscard a déclaré que pour donner l'exemple, l'administration bloquera ses commandes d'essence. Mais qui ira contrôler la consommation des ministres, secrétaires d'éta et autres préfets ?

Suite p. 6

TRIBUNAL DE LYON

Lourdes condamnations contre les militants corses

Voir p. 6

ESPAGNE

CARILLO ARRÊTÉ A MADRID

Voir p. 7

BELLE JARDINIERE

LES TRAVAILLEURS REFUSENT LE DIKTAT DE LA JUSTICE DES WILLOT

Mardi après-midi, les grévistes de la Belle Jardinière, rue du Pont-neuf à Paris, ont tenu leur assemblée générale pour examiner la riposte à l'ordonnance d'évacuation rendue par le juge Regnault lundi dernier. On sait qu'à la demande des frères Willot, les propriétaires du grand magasin parisien, la «justice» a ordonné l'évacuation pour mercredi à minuit. Combattant la position défendue un moment par les cadres CGC qui préconisaient la levée de l'occupation en signe de «bonne volonté», les 112 grévistes ont refusé par un vote à une écrasante majorité de se plier au diktat des Willot, de la justice et des flics à leur solde ! Le mouvement a été reconduit jusqu'à ce jeudi matin, l'occupation du magasin jour et nuit pour exiger la levée des 62 licenciements ayant été renforcée pour parer à tout coup de force possible des bandes de Poniatowski !

Suite p. 4

Comurhex (Pierrelatte)

Grève de 24 H pour les conditions de travail

Il y a une semaine, une analyse de l'eau de la cantine de l'entreprise Comurhex décelait de fortes doses de fluor et d'uranium, dépassant largement les doses tolérées. 15 des 300 ouvriers de la Comurhex avaient été sérieusement malades au cours des mois précédents. Comurhex est une filiale de PUK qui effectue la transformation de l'uranium pour le compte du CEA. Les ouvriers se sont mis en grève hier à l'appel de la section pour exiger que la sécurité soit respectée, et que la direction cesse de brader la vie des ouvriers et des habitants de la région.

Voir p. 6

Un car tombe dans le Rhône : 14 morts

IL N'Y AVAIT PAS DE SIGNALISATION

Il y avait hier soir un très épais brouillard sur la région lyonnaise, on n'y voyait pas à deux mètres. Un car de la société «Lyon Cars» effectuait comme tous les soirs le transport de trente-cinq enfants handicapés du centre Séguin, établissement scolaire pour handicapés, à leur domicile. Le chauffeur avait déjà déposé douze enfants chez eux et poursuivait sa course pour déposer les autres, quand il s'engagea par erreur dans le port fluvial Edouard Herriot dont les portes sont restées ouvertes.

Suite p. 6

Les petits producteurs de lait face à la crise

Les industries agro alimentaires
DES PIEUVRES
QUI TIENNENT LE MARCHÉ DES PRODUITS LAITIERS

Enquête de Nadine CHATRAS et Bernard PELO

Ce qui frappe face à l'éparpillement des petits producteurs de lait c'est la formidable concentration du secteur d'industries agro-alimentaires : les IAA qui traitent le lait avant de l'amener sous de multiples formes jusqu'à notre table.

Face aux producteurs le poids des IAA est tel qu'elles ont le monopole des débouchés ; pour le paysan il y a longtemps qu'il lui est impossible de vendre directement, au consommateur sa production de lait et de beurre.

La bourgeoisie dispose du contrôle des IAA (Industries Agro Alimentaires) sur la production du lait pour extorquer aux paysans le maximum de profit. Le système des IAA est si parfait, semble-t-il, qu'il n'a pas été mis en place par l'Etat un office du lait comme il peut exister un office du blé par exemple.

D'autre part, la commission de Bruxelles complète les mesures prises par la bourgeoisie par une série de propositions visant à l'élimination des petits paysans au profit des unités de production rationalisées, suivant en cela les vœux des Américains qui, intervenant directement en Europe trouvent l'agriculture des neuf trop archaïque ! C'est là l'enjeu des discussions qui ont eu lieu à Bruxelles entre les ministres des Neuf du Marché Commun.

Dans les faits, le paysan est contraint de vendre son lait de façon à payer le loyer du fermage ou les annuités de l'emprunt contractées pour l'achat de la terre, il doit aussi assurer le payement des installations agricoles l'entretien et le renouvellement de son troupeau, il doit bien sûr dégager les sommes nécessaires à la vie de la famille.

Actuellement le lait ne lui est pas payé à un prix de revient calculé sur la base d'une semaine de travail semblable à celle d'un ouvrier. Le prix du lait est soumis aux pressions du capitalisme industriel qui veut obtenir une masse de produits alimentaires aussi peu coûteuse que possible, car le niveau des prix des produits alimentaires par l'impact important sur l'évaluation générale des prix, a une incidence directe sur le niveau des salaires dans les entreprises.

Pour vivre de son travail avec un revenu généralement faible, le paysan est conduit à accepter les conditions de production imposées par les industriels laitiers tant du point de vue des prix que du point de vue de la technique de production, cela le conduit donc à allonger la durée de travail de chaque jour, à ne pas prendre de vacances et souvent même pas de repos hebdomadaire.

C'est de ce sur-travail que s'emparent les IAA.

La perspective d'une véritable rente de situation pour le capital a attiré vers les IAA les investissements importants du capital financier. Cependant cette concentration autour de deux groupes principaux, Gervais-Danone et BSN-Perrier-Préval se fait de façon hésitante au rythme de la crise économique qui conduit les différentes branches du capitalisme à essayer d'attirer à elles la manne du sur-travail agricole et bien sûr la plus-value prélevée sur le travail des ouvriers des IAA. Dans la période du plan Barre, avec le blocage des prix des produits laitiers, c'est en exerçant des pressions sur le prix d'achat du lait aux paysans que les entreprises entendent maintenir leurs profits à un haut niveau.

Par ailleurs, un afflux massif de capital outre la constitution de groupes monopolistes crée les possibilités de progrès techniques importants tel que les tours de séchage de la poudre de lait, la fabrication en continu du fromage à pâte molle et du beurre.

Ce phénomène d'innovations productivistes a pour effet d'éliminer les entreprises anciennes de petite taille utilisant des techniques dépassées ; la concurrence capitaliste dans ce secteur aura eu pour conséquence une baisse de valeur des biens alimentaires.

DEUX TYPES D'INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE

Cependant on note deux types de stratégie des Industries Agro-Alimentaires dans le secteur du lait.

La première est représenté essentiellement par les groupements coopératifs tel que ULN (Union Laitière Normande) ou UL Bretonne-Unicopa, et le groupe privé BSN-Perrier-Préval. Leur démarche se caractérise par la mise en place de grandes unités orientées pour drainer directement la production agricole, axées sur la domination de bassins laitiers, principalement de l'Ouest Bretagne Normandie et de la bordure du Bassin parisien.

Fortement appuyé par les pouvoirs publics, utilisant largement les capitaux du Crédit Agricole ces groupes peu nombreux fortement concentrés participent à la restructuration et à la régularisation de la production laitière, en évitant ainsi l'intervention directe de l'État.

Par exemple autour de Préval, la réorganisation de l'appareil de production comprend aujourd'hui une vingtaine de très importantes usines (beurreries et tours de séchage) et une dizaine de centres de collecte secondaire. Pour la collecte en particulier la réorganisation par zone a vu la mise sur pied d'accords avec d'autres groupes en particulier coopératif UDN, Fermiers Réunis, cela se traduit par le partage des zones de collecte : les paysans d'une entreprise pouvant avoir leur lait collecté par une autre, tous s'entendent pour éliminer les paysans les moins productifs : ceux qui produisent moins de 1 600 litres par mois sont éliminés par la COOP de Landerneau, d'autres trop loin ne voient pas leur lait ramassé par la COOP Ploudaniel.

Le paiement du lait à la prime qualité-quantité favorise le seul développement des exploitations modernistes «viables».

La politique commerciale de ce premier groupe de laitiers est orientée sur la production de beurre, de poudre, de fromages à pâte molle, apparemment peu rentables ces spéculations font de ces entreprises le principal transformateur du «fleuve blanc» et compensent leur faible taux de profit par un recours constant aux aides publiques. C'est l'organisme Interlait qui achète tous les surplus à un prix garanti. Ces firmes dont Préval est le chef de file se prévallent d'un rôle «social» parce qu'elles assurent l'essentiel des débouchés aux petits et moyens producteurs soi-disant exédentaires.

En fait, leur recherche de profit fondée outre sur la surexploitation directe des producteurs est basée sur un développement du marché des pâtes molles, sur la concentration accrue de la production du lait permettant un prélèvement massif, sur une hausse des prix de détail des produits laitiers et sur le développement de l'aide des pouvoirs publics.

DES CAPITALISTES À LA RECHERCHE DU MAXIMUM DE PROFIT

La crise actuelle risque peut-être provisoirement de réduire leur profit mais un deuxième groupe d'industries dont le trust Gervais-Danone est de loin le chef de file applique une politique différente.

En effet ces groupes quelquefois non directement collecteur, transforment et commercialisent les produits frais et yaourts, laits concentrés, et instantanés, les fromages de marque etc... Les entreprises de ce secteur font de gros profits, rapidement, soumis dans la logique du capitalisme aux risques de la concurrence, elles pratiquent une politique de diversification.

L'exemple type en est la fusion de Gervais-Danone avec le trust BSN du PDG A. Riboud (l'un des «sauveurs» de Lip) ; le groupe produit ainsi du verre plat, des bouteilles, contrôle 70 % du marché des aliments infantiles et produits diététiques (Fali, Jacquemaire, Gallia), 45 % du marché de la bière (Kronenbourg...), 30 % des eaux minérales et boissons gazeuses (Evian) 45 % des pâtes alimentaires (Panzani, Milliat frères) 30 % des plats cuisinés (Petit Jean).

Gervais Danone et sa, filiale Stenval ont 16 usines et assurent 30 % du marché du Yaourt, 54 % du marché des desserts, 44 % du marché des fromages frais.

A l'étranger, le groupe a de nombreuses usines dans une dizaine de pays. Les Industries agro-alimentaires ont certainement un plus grand poids à Bruxelles que le petit breton, elles exploitent le paysan d'une part et se partagent le marché pour faire payer au consommateur toujours plus cher des produits pour lesquels elles perçoivent une aide de l'État.

Le marché commun pour exploiter encore plus les petits producteurs

La bourgeoisie européenne veut donner à la politique laitière de nouvelles orientations.

Partant de la constatation qu'il y a *«déséquilibre entre l'offre et la demande»*, la Commission européenne propose un «programme d'action» pour les années 1977-1980. Ce plan vise, à travers les mesures qu'il propose, la suppression du soutien du marché du lait, ce qui aura pour conséquences des prix libres non garantis et par là même l'accélération de l'élimination massive des petits producteurs de lait.

La bourgeoisie considère comme grave le déséquilibre du marché du lait car il apparaît de façon continue une production supérieure de 10 % à la consommation. Avant de parler des mesures envisagées, il faut souligner le rôle de substitution des matières grasses végétales, graines oléagineuses importées sous droit de douane et des protéines végétales (soja) elles aussi importées sans prélèvement ni droit de douane.

Les énormes trusts multinationaux comme Uni lever, véritable état à lui seul, 10e partenaire de la CEE, peut imposer que la margarine ne soit pas taxée donc vendue à un prix qui concurrence le beurre. Les masses populaires, surtout de l'Europe du Nord, à cause de leur faible pouvoir d'achat choisissent la margarine parce que moins chère, la consommation de beurre a diminué, et le beurre s'accumule dans des frigos des organismes d'intervention européens tel Interlait qui achète plus cher qu'il ne vendra souvent sur le marché national.

Sur le marché mondial c'est le cours moyen des matières grasses d'origine végétale qui fixe le barème des cours. Basé sur l'exploitation impérialiste des peuples du Tiers Monde, le cours de ces produits, l'arachide en particulier est très bas. La consommation des produits frais aussi recule notamment sous la pression de produits concurrents que sont les boissons non alcoolisées (coca cola !)

Les experts de la CEE notent une augmentation de la production de 1,7 % par an de 1960 à 1975 avec une stabilisation du cheptel et une forte diminution des paysans. Le rendement moyen par vache laitière est passé de 3 083 kilos de lait en 1960 à 3 637 kilos en 1975. Ceci est une moyenne car des régions, principalement de Hollande, dépasse actuellement 4 600 kilos par vache.

En fin d'année 74 les stocks de beurre étaient de 164 000 tonnes et celui de poudre de lait écrémé de 1,1 million de tonnes. La commission de Bruxelles se fixe comme objectif une «réduction significative des livraisons du lait aux laiteries» allant de pair avec un «freinage des investissements laitiers au niveau de la ferme et de la laiterie». La réalisation consistc à reconvertir vers la production de viande le cheptel bovin mais les technocrates ne tiennent absolument pas compte des spécificités des deux types de production qui ne fait pas d'une bonne vache laitière une bonne bête à viande !

D'autre part la commission de Bruxelles propose la *«suspension des aides nationales et communautaires qui conduisent à une extension de la production laitière»*, et l'introduction d'un *«prélèvement de co-responsabilité»* des producteurs de lait de 2,5 à 4 %. Cette taxe qui va directement faire baisser le prix du lait, les producteurs n'en veulent pas et dès à présent s'organisent pour la refuser.

GISCARD BARRE

Après les discours de mardi

LA CONFIANCE FAIT TOUJOURS DEFAUT

Que ce soit à propos de la réussite du plan Barre ou de la situation interne à la majorité, la presse bourgeoise de droite ne croit toujours guère, après son discours d'hier soir, dans la capacité de Giscard à régler les problèmes en suspens. A propos de la situation politique, «Le Figaro» écrit, évoquant la contradiction droite-gauche, et les tentatives de *«décrspation»* de Giscard : *«Rien n'a bougé et force lui est de le constater»*, les chiraquiens prêchent ainsi pour leur chapelle. Et d'ajouter : *«Ce qui doit être clarifié, c'est la place et le rôle que le président de la république voudrait voir tenir par son ancien premier ministre». «Président de tous les Français et leader équitable de tous ceux qui le soutiennent, voilà ce que pourrait être la bonne voie pour M. Giscard d'Estaing»*, choix que celui-ci s'est en tout cas refusé à faire mardi soir.

Beaucoup plus nettement, France Soir affirme : *«Le vrai problème politique se ramène donc, encore et toujours, à la confiance dans la personne et les capacités du président de la république». «Une clarification s'impose qui, pour l'heure, n'apparait pas très clairement».*

«Les Echos», journal de la finance, n'y vont pas par quatre chemins, préoccupés qu'ils sont par les chances de réussite du plan Barre : *«Un président qui analyse, mais qui ne mobilise pas»*, titre leur commentateur ; et de préciser : *«En quelque sorte, tout va très bien, madame la marquise».*

Le «Quotidien de Paris», qui n'a pas eu le temps de commenter le discours de Giscard, s'en tient à celui du premier ministre. Et c'est, une fois de plus, pour se référer aux «solutions» du Parti socialiste. Très franchement, la couleur est annoncée : *«M. Barre est loin d'avoir obtenu le «consentement social» dont peuvent se prévaloir les gouvernements allemand et même britannique»*, à quand l'austérité à la sauce Mitterrand, Wilson et Schmidt ?

Quant à «l'Humanité», ce qu'il reproche à Giscard ? *«Loin d'être, comme il vient de le prétendre, «au dessus des partis», et loin d'agir «pour l'unité des Français», il est l'homme de la division des Français».* En somme, Roland Leroy estime qu'il serait mieux placé pour instaurer la collaboration de classes.

• *Dans le cours du conseil des ministres, Giscard a déclaré :* «Pendant la session parlementaire, la majorité a apporté un soutien large et constant au gouvernement» : *une manière d'esquiver les contradictions qui l'opposent au RPR, et qu'il avait déjà utilisée il y a quelques jours, à son retour de Yougoslavie.*

• ARENC ARRÊT REPOUSSÉ : ***Une fois de plus, la justice temporise dans l'affaire de la prison d'Arenc. Les magistrats d'Aix qui devaient se prononcer hier, ont reporté leur arrêt au mois de janvier. Il est vrai qu'un haut fonctionnaire de la police et un ancien préfet de police, pour ne pas dire un ministre de l'intérieur, sont compromis dans cette affaire.***

• • •

• LORENZONI REMIS EN LIBERTÉ : ***Marcel Lorenzoni a enfin été remis en liberté. Autonomiste corse, il était détenu depuis le 1er juillet sous l'inculpation d'attentat à l'explosif contre le dépôt d'essence Antar à Gennevilliers. Il a toujours nié les faits, il était à Grenoble le jour de l'attentat. Depuis le 29 novembre, il avait commencé une grève de la faim. Huit autres militants corses s'étaient joints à lui dans la cathédrale d'Ajaccio.***

A Lyon

«L'apolitisme est mal parti»

Le 5 décembre dernier, c'était à l'unanimité que le conseil municipal de Lyon désignait comme maire Francisque Collomb, en remplacement de Pradel, qui venait de mourir. Mais personne n'ignorait à ce moment-là que d'autres ambitions s'agitaient déjà en vue des élections de mars. Notamment, celle de l'ancien OAS Soustelle, député centriste, membre de ce conseil municipal et de l'association «P.R.A.D.E.L.», une invention de l'ancien maire en vue d'assurer sa réélection en 1971.

Désormais, c'est chose faite : devant le «club de la presse de Lyon», Soustelle a dévoilé ses batteries : il sera candidat *«si une nouvelle majorité est susceptible de se dégager»*. Cette question de la composition du conseil municipal agite en effet, beaucoup les esprits : la moyenne d'âge est très élevée, et il ne manque pas d'ambitions que pourrait réveiller le diagnostic de Soustelle : *«L'actuel conseil a besoin d'un rajeunissement»*. Politiquement, la question de l'orientation des listes de mars est également posée. Soustelle déclare : *«Je veillerai à empêcher que l'actuelle majorité soit renversée, soit par un coup de bélier, soit par un cheval de Troie»*. Si le bélier a une tête d'union de la gauche, on n'a guère de peine non plus à mettre un nom sur le canasson : en démissionnant de la mairie de Villié-Morgon, en protestant contre l'établissement de listes d'«union de la gauche» pour Lyon, l'avocat Soulier, du PS, ne prépare-t-il pas son entrée dans un conseil «rénové» à une autre sauce que celle de Soustelle ?

En attendant, Collomb, confirmé à la présidence de l'association «P.R.A.D.E.L.» s'entête dans ses professions de foi *«d'apolitisme»*, au nom duquel il en venait à menacer Soustelle d'exclusion de l'association. Se trouvera-t-il quelqu'un pour y croire encore ? Et quel effet fera aux travailleurs lyonnais cette querelle pour apparaitre comme l'héritier d'un homme auquel, somme toute, ils n'avaient guère de raisons de vouer une affection particulière ?

Correspondant Lyon

FITERMAN (PCF), PARLE DES MUNICIPALES

Répondant aux questions des journalistes hier à midi à la radio, Fiterman, du bureau politique du PCF, a particulièrement développé le point de vue des révisionnistes concernant les élections municipales. Il s'agit pour eux de *«faire faire un pas en avant à l'union dans les faits». «Le parti socialiste va-t-il rompre certaines attaches dans un certain nombre de localités avec la droite ?»* Tentant de rassurer ses troupes, il a affirmé : *«Il faut que ça change — ça a changé», «ça évolue tous les jours, et dans le bon sens».* Cependant, pressé de questions sur le cas de Marseille, il en est venu à condamner le *«jeu dépassé»* de Defferre, consistant à *«devancer les communistes avec des voix de droite au premier tour, et battre la droite avec les voix communistes au second tour».* De même à propos de Paris, il s'est attaqué assez vivement à la candidature de Sarre à la mairie de la capitale : *«Comment Sarre peut-il être candidat au poste de maire avant d'être candidat sur des listes qui ne sont pas encore constituées ?»* Et d'évoquer à ce sujet la désignation autoritaire de d'Ornano par Giscard.

EN PARCOURANT LA PRESSE RÉVISIONNISTE

histoire de timbres

Reportage révélateur, dans «France Nouvelle» de cette semaine, sur *«le PCF dans le Gard»*. Il s'agit notamment de l'implantation dans les entreprises. *«Comment se fait-il qu'à tel endroit il est si difficile d'organiser politiquement les travailleurs ? Les traditions anarcho-syndicalistes. Pourquoi, ici ou là, les syndicats sont bien organisés et que le PC n'a pas droit de cité ? Les traditions anarcho-syndicalistes».* Voilà la réponse que se plaint de recevoir trop souvent le reporter de l'hebdo révisionniste. C'est donc comme cela qu'on appelle, aujourd'hui, les résistances révolutionnaires des travailleurs au PCF et à sa ligne.

Le journaliste n'a pas fini de poser cette question, à en juger par la suite : *«dans les entreprises, ce n'est pas les paysans que nous rencontrons, mais les cadres, les ingénieurs et les techniciens»* affirme le secrétaire fédéral. Et François Meyer, *«témoin actif d'une conception audacieuse mais efficace d'une politique de cadres» : «Chez PUK, les camarades se refusent à aller distribuer les tracts devant la grande porte, celle d'où sortent les employés et les cadres».* Cependant, dans la ligne du dernier comité central, il faut bien s'intéresser aux *«couches les plus défavorisées»*. C'est que *«il serait dans l'intérêt de toute la région, de tous les travailleurs, que la condition de ces couches les plus défavorisées soit fondamentalement changée»* (le secrétaire fédéral) : ainsi, on peut en revenir, à leur propos, aux employés et aux cadres !

Mais ce n'est pas tout : le PCF, aujourd'hui, veut à tout prix recruter, pour atteindre *«le million d'adhérents»*, comme dit Marchais. Voilà ce qu'en pense le secrétaire de la cellule des roulants SNCF : *«je m'interroge sur l'efficacité d'un parti de philatélistes, c'est à dire d'un parti où on se contenterait de collecter les timbres de cotisations».* Le reporter se plaint même d'avoir *«entendu que si le PCF avait l'influence électorale qu'il a, c'est précisément parce que sa qualité de parti révolutionnaire n'est pas altérée».*

Exemple significatif des illusions que certains ouvriers peuvent encore garder sur la nature du parti révisionniste. Mais aussi de leur fragilité : que reste-t-il des prétentions à lutter pour la révolution, après l'abandon ouvert de la dictature du prolétariat, à l'heure des philatélistes ?

Bizarre : les cadres, victimes des bas salaires ouvriers ... ?

Dans le même numéro de «France Nouvelle», un article très embrouillé sur la consommation. *«En fait, les monopoles se servent de la base de faible pouvoir d'achat des travailleurs pour faire entrer d'autres couches de salariés dans la paupérisation par la consommation».* En clair, et sans rentrer dans le détail du raisonnement : les hauts salaires trouvent des produits de mauvaise qualité sur le marché parce que les ouvriers sont mal payés ! Mais qu'ils se rassurent : *«Il n'est pas question pour le programme commun... de remettre en cause la richesse symbolique des consommations personnelles pour «uniformiser» tout le monde, bien au contraire».*

Symbole ou pas, la «richesse de consommation» est garantie à la moyenne bourgeoisie ; quant aux travailleurs, qu'ils ne prétendent surtout pas à «uniformiser» leur niveau de vie avec ces messieurs, bien au contraire !

LUTTES OUVRIERES

Cosserat à Amiens

ils entament leur 3e semaine de greve

Depuis le 3 décembre, les quatre cents ouvriers de Cosserat sont en grève pour obtenir le 13e mois.

Alors que les cadres bénéficient déjà de cet avantage, la direction appliquant fidèlement les consignes des patrons Willot, refuse de l'accorder aux ouvriers. Après avoir tenté d'intimider les grévistes en envoyant un huissier relever les noms, la direction a fait intervenir les CRS qui s'empressèrent d'envahir l'usine de façon tout à fait spectaculaire en passant par dessus le mur de l'usine.

Malheureusement, le ridicule ne tue pas, car dans ce cas, nous serions débarrassés, à l'heure actuelle, de la compagnie de CRS qui s'est intallée ici : en effet, l'usine était vide, messieurs les flics se sont donc retrouvés seuls dans une usine déserte.

A l'heure actuelle, les flics sont repartis et les ouvriers sont toujours installés devant les portes de l'usine sous une tente, se réchauffent autour d'un feu de bois où tout le monde se retrouve pour discuter de la grève.

Voyant que l'intimidation ne marchait pas, la direction a fait des propositions lors des négociations de lundi :
- 68% d'un mois de salaire en 1976,
- 85% en 1977,
- pour en arriver à 100% en 78.

L'Intersyndicale est prête à négocier sur :
- 85% en 1976
- 100% en 1977.

Les représentants du personnel et la direction en sont restés là. Le directeur doit aller demander de nouvelles consignes aux Willot aujourd'hui mardi, à Lille.

PENDANT CE TEMPS, LE SOUTIEN AUTOUR DES OUVRIERS EN GREVE S'ORGANISE

Malgré les tentatives de sabotage du P«C»F qui n'ayant pas la direction de la grève, a tout fait pour empêcher la création d'un comité de soutien, de nombreuses collectes ont été effectuées aux portes des usines d'Amiens par les ouvriers, ainsi que sur les marchés et dans les quartiers populaires où elles ont reçu un accueil très favorable.

Les militants du PCRml prennent une part active dans ces interventions qui assurent la solidarité financière mais aussi contribuent à populariser auprès de nombreux travailleurs la lutte des ouvriers de chez Cosserat.

UN GALA DE SOUTIEN

Une autre initiative des grévistes a été la tenue d'un gala de solidarité qui, bien que préparé peu de temps à l'avance, a remporté un vif succès. De nombreux travailleurs et leur famille ont pu en particulier applaudir deux chanteurs picards, Patrick Sechet et Marc Monsigny, qui ont su faire de la chanson folklorique un instrument de lutte au service des travailleurs.

Un de ces chanteurs, Patrick Sechet, avait, à cette occasion écrit une chanson sur les Willot :

Le gala de soutien

Au printemps Willot Agache (bis)
Firent leur nid dans les chiffons
Willot vole
Firent leur nid dans les chiffons
Voleront

Z'étaient doués pour les affaires (bis)
sur le dos des ouvriers
Willot vole
Sur le dos des ouvriers
Voleront

Affaires pas très régulières (bis)
La justice en fut saisie
Willot vole
La justice en fut saisie
Voleront

Après maints et maints palabres (bis)
Ils en ressortirent blanchis
Willot vole
Ils en ressortirent blanchis
Voleront

C'est alors que chez Saints-Frères
Les ouvriers bagarrèrent
Torquéo fut licencié
Et les autres
Torquéo fut licencié
Sans procès

Faut pas croire pour ça les gars
Que ça va durer comme ça
Chez Saints-Frères
Faut pas croire pour ça les gars
Que ça va durer comme ça
Chez Cosserat.

CAISSES D'ÉPARGNE PARISIENNES :

76e JOUR DE LUTTE

Les mauvais calculs de la direction

76e jour de lutte à la Caisse d'Epargne à Paris ! Hier encore, les employés grévistes ont reconduit la grève. Ils ont de bonnes raisons pour cela ! il y a quelques jours les déclarations de l'UNCEF (direction nationale des Caisses d'Epargne) ont été on ne peut plus claires : elle a confirmé qu'elle voulait supprimer le statut du personnel en vigueur et le remplacer par une convention collective qui aboutirait dans les faits à une dégradation considérable des conditions de travail.

Le jugement en référé portant sur le paiement de la prime de fin d'année a été repoussé par le juge en janvier. Celui-ci espérait-il en faisant ainsi traîner les choses en longueur, décourager les grévistes ? C'est un bien mauvais calcul d'autant plus que l'idée de porter la lutte à un degré supérieur est de plus en plus dans l'air : il s'agit de l'occupation de certains locaux qui permettrait de relancer la popularisation et de faciliter en outre les discussions entre grévistes.

ELEVAGE STUDLER (MORLAIX) :

11 actionnaires séquestrés contre la menace des licenciements !

Lundi, dans la ville de Morlaix, une partie des employés de l'entreprise Studler, (élevage viticole) ont séquestré pendant plusieurs heures onze actionnaires de leur société. Les raisons de cette action : les employés entendaient ainsi empêcher la tenue, ce jour-là, d'une assemblée générale extraordinaire dont le but était d'entériner la fusion d'une partie de l'entreprise avec les laboratoires Mérieux de Lyon. En clair, les ouvriers de Studler sont conscients qu'une telle opération signifierait à plus ou moins longue échéance des licenciements. A juste titre, les employés n'ont pas attendu que les conséquences de cette fusion soient annoncées officiellement. Ils ont pris l'initiative de parer à tout mauvais coup contre leur emploi !

Nouvelles de l'APL de l'Ouest

LES DERNIERS JOURS DE LA SICA DE CHALLANS ?

La SICA de Challans, spécialisée dans la transformation et la commercialisation des volailles, subit une restructuration complète imposée par le pouvoir financier (le Crédit Agricole et la société interprofessionnelle dominée par les céréaliers : UNIGRAINS).

Il s'agit d'organiser le marché de la volaille d'une manière plus rentable pour les capitalistes en cassant une entreprise accusée de pratiquer des prix aux éleveurs trop élevés et d'employer trop de personnel.

Le plan de restructuration établi par un expert dirigeant une firme privée concurrente, prévoyait le maintien de 50 % du personnel pour une production diminuée de 40 %.

DES STRATÉGIES DIFFÉRENTES...

A l'annonce de ce plan, les salariés et les éleveurs ont engagé une action menée sur le thème : *«maintien de la totalité de l'activité et des emplois»*.

Cette unité n'a pas résisté parce que certains éleveurs ont voulu jouer la carte de la restructuration, parce que les stratégies de la CGT et de la CFDT se sont opposées (notamment sur l'occupation de l'usine de Challans) mais surtout parce que le Crédit Agricole menaçait de ne rien financer du tout.

La liquidation de la SICA est en cours, tous les salariés ont été licenciés et le préavis arrive à échéance le lundi 20 décembre : que va-t-il se passer au-delà ?

La CGT largement majoritaire, a fait le pari de la reprise de l'activité sous une autre forme. Aussi, s'est-elle opposée à l'occupation susceptible d'occasionner «des débordements» et d'effrayer les capitalistes.

Elle mise sur la réussite du plan qui permettrait de réembaucher la plus grande partie du personnel.

Quant à la CFDT, elle reste sur le mot d'ordre du maintien de la totalité des emplois mais son audience est très réduite.

Enfin, les éleveurs sont divisés : certains sont prêts à réinvestir dans une nouvelle société, d'autres n'ont ni les moyens financiers ni la possibilité économique de ré-investir dans une nouvelle entreprise.

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ...

La création d'une nouvelle société devait être annoncée le jeudi 16 décembre mais le Crédit Agricole s'y opposait.

Une délégation de salariés de la SICA envahissait alors la Mairie de Challans, déchirant des documents électoraux et exigeant le déblocage de la situation ! Dans l'après midi, la SICA se mettait en grève !

Dès le lendemain, une délégation du Crédit Agricole est reçue par les représentants du personnel de la SICA et des négociations s'engagent, aboutissant à la signature d'un protocole.

Une société nouvelle d'exploitation de la SICA (SNES) voit le jour et 280 salariés sont ré-embauchés à partir de lundi prochain. (...).

Enquête APL

LE P«C»F FACE A LA LUTTE

Le P«C»F, lui, tente évidemment de placer ses pions. Non content d'empêcher la création d'un comité de soutien, il a envoyé ses «rabatteurs» vendre des cartes à la porte de l'usine en prenant quelques ouvriers à part, mais ils ont été «gentiment» reconduits par les ouvriers qui n'apprécient pas ce genre de pratique.

Dimanche, alors que les militants du PCRml faisaient une intervention au mégaphone pour appeler au gala de soutien, on a pu voir ces messieurs du P«C»F s'adonner à leur passe-temps favori : faire signer des pétitions et appeler à s'inscrire sur les listes électorales en vue des municipales, mais pas un mot sur la grève de Cosserat si ce n'est traiter les collecteurs de «gauchistes». Ceci en dit long. Il est évident que pour ces gens, rien ne doit venir troubler les élections municipales qui approchent.

correspondant Amiens

BELIN (CHATEAU THIERRY) DEBRAYAGES POUR 2 000 F MENSUELS !

A Château Thierry, depuis le 10 décembre, les manifestations de rue se succèdent presque quotidiennement. Un millier d'ouvriers et ouvrières de l'entreprise Belin (fabrication de biscuits) entendent ainsi voir satisfaire leurs revendications : acompte immédiat de 350 F, salaire minimum à 2 000 F, embauche de personnel. Parallèlement aux manifestations, les travailleurs organisent des débrayages dans l'usine.

LUTTES OUVRIÈRES

Clermont-Ferrand

L'AIDE PUBLIQUE SUPPRIMÉE AUX LICENCIÉS EN JANVIER

UN COUP DE POIGNARD CONTRE LES 'AMISOL'

Amisol. Une petite usine d'amiante à Clermont-Ferrand. Deux années de lutte contre la liquidation. Il y a une semaine, les ouvriers ont fêté le deuxième anniversaire de l'occupation de l'usine.

Tous les qualificatifs ont été employés sur Amisol et le travail qu'obligeaient à y faire les patrons de l'amiante : «Usine de la honte», «usine fantome», «vision d'enfer»... C'est pourtant cela l'atroce vérité : depuis deux ans, ceux qui continuent de se battre ne sont pas seulement condamnés au chômage mais aussi à la mort lente. En deux ans, dix ouvriers d'Amisol sont morts de l'asbestose, la «silicose de l'amiante». *«Ils nous ont fait travailler l'amiante dans les pires conditions. Et pour nous, l'amiante, c'est la mort. Ils savaient que la poussière ronge les poumons. Le patron le savait. Le chef de la médecine du travail du département le savait. Les pouvoirs publics le savaient. Ils ne nous ont rien dit. Maintenant, nous comptons nos morts»*, accusent les ouvriers d'Amisol.

En deux ans, ils ont subi l'attente humiliante dans les files de chômeurs au bureau de la main d'œuvre pour s'entendre dire, à mots couverts, qu'ils sont suspects aux yeux des patrons d'être tous atteints de cette asbestose qui les ronge.

Pourtant, depuis le 13 décembre 1974, contre le silence et l'oubli dans lesquels veut les enterrer la bourgeoisie, les «Amisol» continuent de mener la bataille pour que soient reconnus avec exactitude les taux d'asbestose dont ils sont atteints. Et pour la garantie de leur emploi.

Non contents d'avoir semé la mort et le chômage à Amisol, les exploiteurs veulent encore les réduire à la misère et à l'indigence. Ils leur avaient supprimé les 90%, il y a un an. Les «Amisol» viennent d'apprendre qu'en janvier, les allocations Assedic et l'Aide Publique qui leur étaient acquises depuis le début de la lutte leur seront supprimées !

Non, les travailleurs clermontois n'accepteront jamais qu'un tel coup de poignard soit porté à leurs camarades d'Amisol !

Les travailleurs d'Amisol manient l'amiante à la fourche !

Fougères :

Le juge refuse d'ordonner l'expulsion des «RÉOS»

LES SYNDICS SONT CONDAMNÉS AUX DÉPENS !

Un énorme cri de joie des «néo» a accueilli hier à 15 h la nouvelle : le juge n'a pas prononcé d'ordonnance d'expulsion, les syndics qui réclamaient l'évacuation des «Réo» sous prétexte que l'occupation gène la vente des actifs immobiliers de l'entreprise de chaussures, ont été déboutés et condamnés aux dépens. Comme nous le disait un responsable de la lutte hier soir : *«Certes, c'est un jugement qui ne nous rend pas nos emplois mais ce petit recul du pouvoir dû à notre mobilisation renforce notre volonté de vaincre. Nous maintenons les initiatives prévues pour les fêtes en particulier le réveillon populaire dans l'usine».*

Lincoln (Genevilliers)

Bilan d'un premier succès

Depuis jeudi dernier, la situation à Lincoln était au statut quo. Face au chantage de la direction d'appeler les flics, les travailleurs avaient enlevé les camions qui bloquaient l'accès de l'usine, ce qui, selon le patron était un préalable aux discussions. Il a déjà fallu attendre lundi, et en plus ce matin là, le patron revenait sur les propositions qu'il avait fait le 11 décembre Pas question d'accepter ça !

Mardi matin, les travailleurs ferment les portes : les bureaux (non grévistes) sont dehors, avec le patron. Outre le moral qui remontait chez les gars, la direction accepte de discuter. Elle recule sur certains points : en effet 12,77 F de l'heure pour les manœuvres, 13,64 F pour les chauffeurs, prime d'équipe incorporée au salaire de base avec rappels à partir du 1er octobre (25 F pour les magasins, 50 F pour l'assistance technique). Pour l'indexation des augmentations sur le SMIC, la bataille sera engagée au début de 77.

Alors ? Certes l'augmentation du taux horaire ne permet pas à certains gars de récupérer la totalité de la perte de salaire due aux suppressions des heures supplémentaires. Mais dans l'ensemble, c'est un net recul par rapport au plan que le patron voulait appliquer, et qui avait commencé par une charette de 140 licenciements auxquels s'étaient opposés les travailleurs !

QUEL BILAN EN TIRENT LES TRAVAILLEURS

En tenant compte du fait que c'est une petite boite isolée, qu'un large soutien de la population et des autres usines de Gennevilliers ne se soit pas concrétisé, c'est un recul du patron surtout dans une période où il appelle les travailleurs à se serrer les coudes autour de la direction, imitant ainsi son maître à penser Barre. Cette lutte est prometteuse de celles à venir quand on sait qu'à Lincoln comme dans d'autres usines de la région, les travailleurs affirment la nécessité d'une offensive d'ensemble, de «ne pas se battre seul» contre la bourgeoisie. Lutte prometteuse aussi en ce qui concerne la pratique dans le syndicat CGT.

S'appuyant sur la confiance que la majorité des gars ont vis à vis de leurs délégués («trop grande confiance» nous dira un délégué), ces derniers n'hésitent pas à poser la question d'une meilleure participation à la grève ; au niveau de la présence sur l'usine, mais aussi au niveau de la lutte d'idées qui doit se mener : se battre pour que chaque travailleur exprime son point de vue quand des difficultés surgissent, détruire le mythe des délégués qui doivent tout faire, tout penser, tout décider tout seuls, se préoccuper des difficultés matérielles que peut rencontrer chaque gréviste, et ainsi parvenir à se serrer les coudes toujours plus. Lutte prometteuse enfin parce que, plus que jamais a été ressenti la nécessité de l'unité populaire autour de la boite en lutte.

C'est bien la question de l'issue de ce «mai 68» qui se prépare, et «qui n'aura rien de commun avec celui qu'on a déjà vécu», la question de qui doit diriger aussi bien dans les grèves aujourd'hui, que dans la société à laquelle nous aspirons tous, qui est posée, et que les travailleurs doivent débattre.

Corr. Gennevilliers

SNIAS-DÉOLS :

Quatre délégués inculpés, 26 travailleurs en justice !

Arrêtons la répression syndicale !

Partout, la bourgeoisie continue de s'attaquer aux libertés syndicales, tente de noyer dans l'œuf toute révolte contre son plan d'austérité, de détruire les organisations syndicales que se sont données les travailleurs pour la lutte. Ainsi, à Chateauroux (Indre), quatre délégués syndicaux, (un CFDT, 3 CGT) de la SNIAS Déols, en lutte contre la fermeture, viennent d'être inculpés *«d'entrave à la circulation aérienne»*, suite à l'immobilisation au sol de l'Airbus le 23 avril de cette année. L'immobilisation d'avions au sol était depuis longtemps le moyen de pression qu'avaient choisi entre autre les travailleurs de cette usine, lors des différentes luttes qu'ils ont menées pour leur emploi, ces dernières années. Parallèlement à ces quatre inculpations, vingt-six militants tant de la CGT que de la CFDT vont également être traduits en justice.

AU PUY

Encore des licenciements

La direction de la Malterie Franco-Suisse a annoncé lundi la fermeture de son usine du Puy, ce qui signifie des licenciements collectifs de 22 travailleurs pour le mois de mars.

L'usine du Puy (une des plus anciennes du Puy) a une production annuelle de 15 000 tonnes d'orge, dont 60 % était exporté (Italie, Suisse, Afrique, Espagne). La direction ne la juge plus rentable : «les charges d'exploitation sont excessives» en comparaison avec l'autre usine des malteries à Issoudun (Indre) qui produit quatre fois plus avec seulement deux fois plus de personnel : 60 000 tonnes annuelles pour 40 personnes. Beaucoup plus intéressant dans une période ou la production française est de moins en moins compétitive face à la concurrence du Canada et de l'Australie.

o TANNERIES : La direction a annoncé officiellement les 172 licenciements devant les comités d'entreprise. La CGT et la CFDT ont opposé un «non» catégorique, FO, de son côté, a demandé un temps de refléxion. Les ouvriers, avaient eux, débrayé pendant toute la durée du comité d'entreprise.

RESTRUCTURATION ET LICENCIEMENTS EN VUE CHEZ ELF ET ANTAR

De nombreuses restructurations dans le Groupe pétrolier d'État SNEA ont lieu. Après celle touchant le secteur Recherche Production Pétrolière, puis celle de la distribution du gaz, c'est au tour du secteur Raffinage et Distribution d'être concerné : les personnels des deux entreprises Elf et Antar sont fusionnés, mais les deux marques commerciales sont conservées !

Dans ces trois cas, l'objectif avancé est de réduire les charges en pesant sur l'emploi donc en détériorant les conditions de travail.

Ces regroupements sont sûrement à rapprocher des initiatives prises par plusieurs sociétés pétrolières européennes (dont la SNEA) de coordonner leurs activités de Raffinage et de Distribution (voir le mémorandum récemment déposé à la CEE), (...)

Les travailleurs et les élus de la filiale Recherche Production Pétrolière ont repoussé le projet de regroupement de leurs activités. Les Comités Centraux du secteur Raffinage-Distribution **ELF et Antar** l'ont également fait le 20/12/76. L'élaboration de ce dernier avis a donné lieu à une bataille juridique sur le terrain de l'information économique.

Estimant les Comités Centraux d'Entreprise démunis dans ce domaine, le juge des référés de Paris, après avoir reconnu la validité de la requête déposée par les Comités Centraux d'Entreprise, a désigné un expert qui a contrôlé la qualité de l'information remise et a exigé que celle-ci soit complétée. (...)

(...)C'est pour cela que la Fédération Unie Chimie CFDT ainsi que la CFDT du Groupe Elf-Aquitaine ont décidé, dans la période où le pouvoir appelle le patronat à une grande vigilance dans le domaine de l'emploi, **d'accorder la priorité au maintien de tous les emplois**, sans exclusive là où ils se trouvent.

Pour ce faire, elle rejette entre autre, toutes les mutations et tranferts d'activité autoritaires, tous licenciements individuels et collectifs dans le cadre de l'opération en cours (1 000 licenciements seraient prévisibles) ou dans les filiales du groupe tels Michallet et Sapec (technique anti-pollution) — SANOFI (pharmacie), SNEA (P) (...)

(Extraits du communiqué FUC-CFDT) fait à Paris le 21/12/76

Les CRS contre les grévistes du «Parisien Libéré» devant les grilles de l'Elysée

Hier matin, les travailleurs du «Parisien Libéré» sont intervenus à l'Élysée pour rappeler à Giscard que malgré l'évacuation, la lutte continuait au P.L.

Devant l'Élysée, les manifestants ont dû subir les assauts des CRS ce qui a provoqué des heurts assez violents et des banderoles ont été déchirées. Les forces du pouvoir n'ont pas hésité à pourchasser les manifestants du «Parisien Libéré» jusqu'à l'Opéra !

Des militants CGT et CFDT des Galeries Lafayette ont aidé les travailleurs du PL à se disperser sans être remarqué par les forces de l'ordre en nombre important !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Tribunal de Lyon

LOURDES CONDAMNATIONS CONTRE LES MILITANTS CORSES

La cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Lyon a rendu hier après-midi son verdict concernant les Corses inculpés d'infraction à la loi anti-casseurs. Tous ont été condamnés à des peines de prison allant de quinze jours à un an. Capretti est condamné à la peine la plus lourde : un an de prison ferme. Les vingt et un autres prévenus sont condamnés à des peines plus faibles, fermes ou mixtes, avec de lourdes amendes.

Si les peines avec sursis peuvent dénoter un certain recul, elles sont intolérables, et seront ressenties comme telles par le peuple corse. Par son attitude provocatrice, son bouclage policier d'Ajaccio, la bourgeoisie est seule responsable des incidents d'Ajaccio. Le fait que Murati, responsable du PSU corse et que Dominique Alphonsi, soient condamnés à des peines fermes montre que ce sont les organisations politiques qui sont visées. Et ce ne sont certainement pas ces condamnations qui intimideront les masses populaires corses, ouvriers et paysans, dans leur lutte contre le centralisme bourgeois, le sous-développement organisé et le dépeuplement de l'île. On peut déjà être assuré que Capretti (il avait déjà été accusé de reconstitution du Front Paysan de Libération) n'est pas encore aux mains de la police !

LISTE DES CONDAMNATIONS DES INCULPÉS CORSES

- Toussain Armani, huit mois de prison, dont six avec sursis et 5.000 F d'amende
- Ange Renucci, trois mois de prison, dont 45 jours avec sursis
- Dominique Alfonsi, six mois de prison dont quatre avec sursis
- Toussaint Cipriani, deux mois de prison ferme
- Jean Camarelli, quatre mois de prison dont trois avec sursis et 2.000 F d'amende
- Pierre Morazzoni, six mois de prison dont cinq avec sursis et 3.000 F d'amende
- Christian Dupont, Roger Belaid, Jean-Marc Sereni, Antoine Buresi, Gilbert Sacchi : deux mois de prison avec sursis et 500 F d'amende chacun
- François Giorgi, six mois de rison avec sursis, et 2.000 F d'amende
- Pierre Murati et Paul Cortinghi : trois mois de prison dont deux avec sursis
- Antoine Astolsi et Etienne Piazza-d'Olmo, deux mois de prison avec sursis
- Antoine Sollacazo, huit jours d'emprisonnement avec sursis
- Valère Ambrosini, quatre mois de prison avec sursis
- Angelini Chiaroni, trois mois de prison avec sursis
- Philippe Gatti, 15 jours d'emprisonnement avec sursis.

UN CAR TOMBE DANS LE RHÔNE : 14 MORTS

IL N'Y AVAIT PAS DE SIGNALISATION !

Suite de la une

Engagé dans le dédale du port dont il est bien difficile de se sortir en temps ordinaire, le chauffeur va se perdre, suivant les bordures du trottoir de la rue Jean Bouin, comme le font habituellement les chauffeurs quand le brouillard est aussi épais.

La rue Jean Bouin est prolongée en ligne droite par la rue de l'Ardoise qui tombe perpendiculairement sur le Rhône. Le chauffeur continue à suivre la bordure droite du trottoir qui s'arrête brusquement sur la berge du Rhône, où glisse le car et ses 23 passagers. Au bord du quai la profondeur est de 2 mètres, l'avant du car se pique dans la vase, l'arrière reste au dessus de l'eau. Quelques enfants parviennent à se hisser à l'arrière, ouvrent une fenêtre et appellent au secours. Des ouvriers présents sur les lieux, après avoir prévenu les pompiers leur ont immédiatement porté secours. Ainsi, quelques enfants, et le chauffeur du bus, qui s'étaient échappés par la fenêtre arrière ont pu être sauvés, mais treize enfants, et une monitrice sont morts dans les eaux glacées du Rhône.

CE N'EST PAS LE PREMIER ACCIDENT À CET ENDROIT

A Lyon, on pleure les disparus, ces 13 gosses de 7 à 10 ans handicapés et la jeune monitrice de 23 ans, mais on s'interroge aussi sur les raisons de cette tragédie. Il y a le brouillard bien sûr qui a aveuglé le chauffeur. A Lyon, sur les bords du Rhône, l'hiver le brouillard est fréquent, pourquoi n'y a-t-il pas de système de sécurité aux abords des endroits dangereux. Ce n'est pas la première fois qu'un accident semblable se produit. Il y a deux ans une automobile avec quatre personnes à bord était

tombée dans le Rhône à peu près au même endroit, on ne devait les retrouver que plusieurs mois plus tard.

Le port Edouard Herriot est particulièrement mal signalé : pas de gardiennage, pas de barrière mobile à l'approche des quais qui descendent en pente douce dans le Rhône. C'est dans un véritable piège qu'est tombé le car. Il y a pourtant longtemps que les Lyonnais demandent l'aménagement d'un système de signalisation dans le port. Mais la municipalité avait des investissements plus rentables à faire. Comme dans les usines, la sécurité passe après. Cette logique a fait mercredi 14 nouvelles victimes.

Après la libération d'Oskoui

Hommage à la solidarité populaire internationale

Une délégation d'étudiants iraniens conduite par Nader Oskoui, secrétaire général de la CISNU et des habitants du 11e arrondissement de Paris ont déposé hier une gerbe au mur des Fédérés. Les camarades iraniens tenaient par ce geste, à rendre hommage à la solidarité combattante des peuples du monde pour leur lutte, et particulièrement au soutien du peuple de France.

La veille, la CISNU avait organisé une soirée de réjouissance populaire dans le 11e arrondissement. Etudiants iraniens, habitants du 11e, et prêtres du Bon

Pasteur, église où s'était déroulée la grève de la faim, ont fêté la libération de Nader Oskoui et l'effondrement du complot fomenté contre la CISNU par la SAVAK, la gestapo du Shah, et par l'impérialisme français. La CISNU exige la libération de Reza Takbiri qui est encore détenu. Au cas où il ne serait pas libéré le 5 janvier, date à laquelle aura lieu une confrontation devant le juge d'instruction, elle déclenchera une vaste campagne de protestation à l'échelle internationale.

GYMNASTIQUE À L'USINE

Ça se passe à l'usine textile Damart de Roubaix. La direction a imposé une pause gymnastique obligatoire aux ouvrières. Pendant quelques minutes, elles font quelques mouvements scientifiquement étudiés par une société spécialisée, afin de se «défatiguer». Après la pause, les cadences peuvent reprendre avec la même intensité, sans la baisse habituelle de fin de journée !

• Restrictio du fuel
• Hausse de 'essence

Suite de la une

Austérité, une fois de plus. Barre, le professeur d'économie, connaît bien la musique. Mais il en est une autre qu'il joue plus en sourdine : celle du chômage. La perspective de n'importer de l'énergie que pour une somme de 55 milliards, alors que cette somme est grèvée par avance des importations de la n décembre, suppose un «climat de récession», ou tout au moins de stagnation économique. Cela n'a rien d'étonnant, puisque c'est sous ce climat que la restructuration se porte le mieux.

Les travailleurs joueront une toute autre musique : celle de la lutte.

Grève de médecins pour l'augmentation de leurs honoraires

A l'appel de la CSMF, la majorité des médecins a suivi hier une journée de grève , seules les urgences étaient assurées. La raison invoquée par ce mouvement est la menace de déconventionnement qui pèse sur 3 000 médecins qui avaient refusé d'appliquer le tarif fixé par la Sécurité Sociale pour les honoraires. Le déconventionnement signifie l'arrêt du remboursement des visites et consultations des clients des médecins santionnés. Il est évident qu'un médecin déconventionné risque de perdre sa clientèle. La CSMF, principale organisation de médecins avait appelé ses adhérents à ne pas appliquer les honoraires fixés par la Sécurité Sociale, mais des honoraires plus élevés. En fait, par leur journée d'action, les médecins de la CSMF veulent également défendre la médecine libérale et l'honorabilité de la caste qu'ils estiment menacée. Ce mouvement est donc étroitement corporatiste. Alors que le gouvernement tente d'imposer une médecine au rabais la majorité des médecins ne se mobilise que pour la défense de leurs privilèges, le droit des travailleurs à la santé ne rentre pas en ligne de compte dans ce conflit.

• ST ETIENNE : ***Les HLM de la VIIIe de Durafour augmentent les loyers de 6,5% à partir du 1er janvier, «compte-tenu de la conjoncture actuelle». La décision a été prise le 15 novembre 1976 et annoncée le 17 décembre.***

INTERNATIONAL

LUTTES EN PALESTINE OCCUPÉE :

L'HIVER SERA LONG ET CHAUD

déclare le maire de Naplouse

La situation est explosive en Cisjordanie, et particulièrement dans les villes de Naplouse et de Ramallah, où la présence israélienne est sentie comme de plus en plus insupportable. Les maires de ces deux villes ont assuré que la population était prête à se lancer dans une campagne de défi aux autorités sionistes, sans souci des conséquences. A Naplouse, un véhicule israélien ne peut plus circuler que sous la protection de l'armée, il est assailli par des jets de pierres. Des manifestations et des accrochages de rue se produisent quotidiennement il y a eu plusieurs centaines d'arrestations d'étudiants, qui se sont vu infliger des amendes allant jusqu'à 800 livres israéliennes, les autres étudiants se sont mis en grève jusqu'à ce qu'ils soient relâchés. La grève des commerçants qui s'est déroulée la semaine dernière s'est prolongée bien au delà de la durée initialement prévue. Les étudiants manifestent au cri de «le peuple palestinien ne périra point», les manifestations

Naplouse quadrillé par les sionistes

d'hostilité contre les sionistes sont telles que l'armée israélienne a interdit l'entrée de Naplouse aux caméramen et aux photographes. *«Les récentes manifestations ici ne sont qu'un début»*, a assuré Bassam Al Shaka, maire de Naplouse et considéré comme proche de l'OLP. *«Si l'attitude du gouvernement local militaire israélien ne change pas, la situation pourrait devenir très mauvaise»*.

A Ramallah, 18 écoliers sont en prison pour avoir manifesté. *«Les habitants descendent dans la rue car c'est le seul moyen d'exprimer leur soutien à l'OLP»* a déclaré Karim Khalaf, le maire de la ville. Des détenus palestiniens font la grève de la faim dans les prisons sionistes à Ashdod, Ramleh, Ramalah. *«Ils ont présenté des revendications politiques et entendent dicter les conditions de leur incarcération»*, a reconnu le directeur général des prisons.

LE CABINET DE CARTER
UN RACISTE À LA JUSTICE, UNE NOIRE AU «SOCIAL»

Carter continue à choisir ses ministres. Le choix de Bell , juge «sudiste» de Georgie connu pour ses positions racistes, est révélateur de son double jeu. Alors qu'il a mis en valeur des noirs pendant sa campagne et à d'autres postes, c'est un partisan de la ségrégation qu'il place à la justice : ce n'est pas lui qui fera appliquer les lois contre la ségrégation. Par contre, il a nommé Patricia Harris, secrétaire d'État au logement et au «développement urbain». Ces deux nominations sont tout un programme : pour l'essentiel, la ségrégation et le racisme subsistent, mais la dame patronesse noire de Carter pourra aller faire de la démagogie en parlant du

«Plus que 21 jours de solde», Carter choisit ses conseillers

«développement urbain» dans les ghettos noirs !

Par ailleurs, Carter a choisi Harold Brown comme secrétaire d'État à la Défense. Schlesinger, partisan d'un renforcement de la défense et d'une plus grande fermeté à l'égard de l'URSS n'a pas été choisi, mais il reste membre de l'équipe de Carter et on ne peut pas encore mesurer son poids dans la future politique de Carter.

Brown, ancien secrétaire d'État, pendant la guerre du Vietnam, à l'Armée de l'Air, a déclaré : *«Nous sommes devenus très prudents à propos de ce genre d'intervention»*, voulant ainsi se démarquer de son passé. Il a déclaré à propos du budget de la défense : *«Nous dépenserons tout ce qui sera nécessaire aux besoins du gouvernement américain»*.

Il se confirme donc que Carter n'appliquera pas brutalement et rapidement les mesures d'économie qu'il avait préconisées pendant sa campagne électorale. Quant au retrait des troupes américaines de Corée qu'il avait annoncé, Carter lui-même a déclaré qu'il devait être *«très lent, très méthodique et prudent»*.

Espagne :
Carrillo arrêté à Madrid

Le chef du parti révisionniste espagnol, Santiago Carillo a été arrêté à Madrid. Il vivait en Espagne depuis plusieurs semaines sans difficulté : malgré sa clandestinité il avait pu tenir une conférence de presse deux heures avec cinquante journalistes !

Le gouvernement espagnol prépare ainsi activement les élections législatives pour lesquelles Carrillo doit annoncer la liste des candidats au début du mois de janvier. D'ici là, il sera peut-être en résidence surveillée, légalement donc, à mettre au point la tactique électorale de son parti, car aucun doute n'est possible : les partis de la plate-forme démocratique exigeront la libération de Carillo et l'obtiendront : la façade démocratique de Juan Carlos et sa politique l'y obligent.

ZIMBABWE
Assassinats et provocation des racistes de Rhodésie

Le gouvernement raciste de Rhodésie a annoncé que vingt-sept travailleurs africains d'une plantation de thé ont été tués. Il attribue cet assassinat aux patriotes du mouvement de libération. L'Armée Populaire du Zimbabwe (ZIPA) a déclaré qu'il s'agissait d'assassinats perpétrés par les mercenaires noirs du régime de Smith. Les racistes sont coutumiers de telles atrocités : ils massacrent les paysans suspects d'aider les patriotes ; mais de plus, ils déguisent leurs mercenaires en guérilleros, comme ils l'avaient fait au mois d'août pour attaquer le camp de réfugiés de Myazonia au Mozambique. Alors que leur échec sur le terrain et au plan international est flagrant, les racistes comptent ainsi terroriser et diviser le peuple du Zimbabwe. Mais ces crimes ne feront qu'augmenter sa colère : le peuple du Zimbabwe participe de plus en plus largement au mouvement de libération pour en finir avec le régime raciste.

LIBAN :
Vers l'état d'urgence

A Beyrouth, les journaux occupés par les soldats syriens ne peuvent toujours pas paraître. Le gouvernement pourrait décider de proclamer l'état d'urgence, qui aurait pour conséquences la dissolution des partis politiques, les perquisitions et les arrestations sans mandat judiciaire, la direction de la «force de dissuasion» sur toutes les forces libanaises de sécurité. La non-parution de six journaux, alors que la presse des fascistes continue à sortir ne fait qu'anticiper cet état d'urgence dans les faits.

Combat d'artillerie contre les sionistes au Sud

Lundi dernier, les forces patriotiques libanaises ont attaqué des vedettes sionistes qui donnaient la chasse à un navire transportant du matériel au port de Sour. Le combat d'artillerie a duré de deux heures à quatre heures du maint, heure à laquelle le bateau a pu entrer dans le port.

RENCONTRES SADATE-ASSAD :
Une bombe désamorcée

La rencontre entre le chef d'État égyptien et celui de la Syrie, qui devait produire «l'effet d'une bombe» et conduire à une coordination complète dans les domaines militaire et politique, n'aura finalement produit que bien peu de souffle : à l'issue de leur entrevue, les deux interlocuteurs ont produit un communiqué d'où semblait se dégager un accord sur la question palestinienne : ils appelaient à la conférence de Genève, en insistant toutefois pour que l'OLP y soit représentée comme membre à part entière : le texte dit *«avant la fin mars 77, avec la participation de l'Organisation de Libération de la Palestine en tant que partie indépendante, et à pied d'égalité avec toutes les autres parties»*. Le communiqué final exige également que les pays qui *«fournissent une aide à Israël arrêtent cette aide, qui consacre l'occupation des territoires arabes et encourage Israël à poursuivre sa politique qui va à l'encontre des droits de l'homme et des conventions internationales»*. Mais Fahmi, le ministre égyptien des affaires étrangères, déclarait en sortant de la conférence que l'OLP serait représentée *«à moins qu'on ne décide avant d'envoyer une seule délégation représentant toutes les parties arabes»* révélant ainsi que les vieilles divergences entre les deux États sont loin d'être réglées.

Peu de nouveauté également sur la question d'une éventuelle fusion Egypte-Syrie, contrairement à ce que laissaient entendre les déclarations fracassantes qui ont précédé l'entrevue.

ESPAGNE :
Propositions de Suarez aux Catalans

Suarez a déclaré qu'il était partisan d'accorder un statut d'autonomie administrative à la Catalogne et de faire du catalan la seconde langue officielle dans la région. Il a précisé qu'un tel projet pourrait être déposé après les élections qui doivent avoir lieu l'année prochaine. Il s'agit pour lui de rallier une partie des nationalistes catalans qui constituent une composante importante de l'opposition ou au moins les intégrer au jeu démocratique. Mais les organisations catalanes exigent le retour au statut de 1932, avec la Généralité, gouvernement autonome catalan.

AFRIQUE DU SUD :
Condamnation de neuf dirigeants étudiants

Neuf dirigeants étudiants, sept Africains de la SASO (association des étudiants) et de la Black People's Convention ont été condamnés à des peines de prison de cinq à dix ans, par les tribunaux racistes, en vertu de l'«acte contre le terrorisme», pour avoir organisé, il y a deux ans, un rassemblement en faveur de la libération du Mozambique. Alors que les racistes font grand bruit autour de la libération de quelques dizaines d'emprisonnés parmi les centaines de détenus arbitrairement après Soweto, ce procès montre bien que les racistes veulent interdire toute liberté d'expression et d'organisation puisque l'accusation de terrorisme vise uniquement l'affirmation de la légitimité du pouvoir africain.

INTERNATIONAL

nouvelles des pays de l'est

La Hongrie subit la détérioration des termes de l'échange

Pour la Hongrie, les échanges extérieurs tiennent une place très importante dans l'économie, tributaire de l'étranger pour une grande partie de ses besoins de matières premières : le commerce extérieur représente environ 56 % du revenu national soit 98 milliards de forints-devises en 1973 : la hausse a été de 23 % entre 73 et 74. L'URSS, principal fournisseur de matières premières de la Hongrie, est le responsable direct de l'augmentation du prix des importations, en moyenne de 53 % (130 % pour le pétrole qui est passé de 16 à 37 roubles la tonne). Le prix des exportations hongroises de machines et de matériel ont été élevés de 15 % et de 28 % pour les produits agricoles. Le relèvement des prix aurait coûté à la Hongrie la somme de 5,5 millions de forints, soit environ 1/3 de la croissance de la production nationale nette pour 75 : 5 % au lieu de 7 % en 74.

Ainsi, la balance commerciale qui était excédentaire en 72 et 73 a présenté un déficit de 4 milliards de forints devises en 74 qui est monté à 9 milliards en 75. Ce déficit n'est pas seulement dû à la hausse du prix des matières premières, les importations, venant de l'ouest, en augmentation de 60 % ayant largement contribué. Ces importations ont été financées par des crédits en euro-devises qui s'élèvent à 350 millions de dollars en 75. Ceux-ci sont obtenus moyennant des taux très faibles étant donné l'accumulation des capitaux à l'ouest (récession). Cela permet à la Hongrie, ainsi qu'à d'autres pays du CAEM, en particulier la Pologne, de «bénéficier» dans une certaine mesure, de cet «avantage» conjoncturel qui repousse à plus tard les difficultés de remboursement. De toute façon la propagation de la crise à l'est, c'est à dire l'augmentation du prix des importations, c'est à court terme la détérioration des «terms of trade» vis à vis de l'URSS dont le but avoué est le nivelage du prix de ses exportations sur les cours mondiaux ce qui, malgré une limitation de la consommation gaz, pétrole etc... des pays importateurs, aura pour effet une réduction du marché intérieur donc du pouvoir d'achat et une augmentation de l'épargne.

Libération de 4 prisonniers politiques tchécoslovaques

Le vendredi 10 décembre, Milan Huebl, Jiri Muller, Jaroslav Sabata et Antonin Ruser, ont été libérés. Ils avaient tous été condamnés en 1972 à des peines allant de 5 à 6 ans et demi de prison. Leurs luttes personnelles, à l'intérieur même des prisons (pour Huebl une grève de la faim d'une semaine), contre les conditions de détention, contre les violations de la constitution tchécoslovaque menées avec l'aide de leurs familles, amis et camarades ; les contradictions entre les positions révisionnistes ont fait que les autorités tchécoslovaques n'avaient pas d'autres solutions que de les libérer. Mais surtout n'oublions pas qu'il y a encore des prisonniers politiques en Tchécoslovaquie.

Le troc préféré au Caem

L'agence Reuter a annoncé il y a quelques jours que les touristes polonais se rendant en RDA n'ont plus la possibilité, depuis le 6 décembre, de ramener chez eux de la viande, du sucre, des vêtements d'enfants et autres produits essentiels qui font défaut en Pologne. Les exportations de Pologne de produits en cuir et de vêtements, vendus ou échangés en RDA par les touristes sont désormais interdites.

La république d'Arménie indépendante ?

Trois Arméniens et quinze autres opposants emprisonnés ont fait parvenir le 5 décembre, une lettre au gouvernement de leur république réclamant la légalisation d'un parti d'opposition et l'organisation d'un référendum d'autodétermination en Arménie.

Jan Rolde.

VIETNAM

Pour le développement socialiste

un nouveau mouvement revolutionnaire

Au 4e Congrès du Parti, le Premier Ministre, Pham Van Dong a présenté un rapport sur les tâches du pays dans les années à venir et le plan quinquennal. Il insiste notamment sur la nécessité d'une mobilisation spécifique sur les tâches actuelles de reconstruction, de développement et de mise en valeur harmonieuse du pays après les victoires de la lutte de libération nationale.

La réalisation d'une évolution profonde dans tous les domaines de la vie économique et sociale de notre pays en vue d'accomplir les tâches et objectifs du plan quinquennal est une lutte révolutionnaire ardue et complexe entre les deux voies mais nous sommes décidés à faire triompher le socialisme. C'est la volonté inébranlable de notre Parti, de notre État et de notre peuple. La révolution est toujours l'œuvre des masses. L'œuvre révolutionnaire dans la période à venir requiert la volonté de lutte, les mains et le cerveau des dizaines de millions de travailleurs vietnamiens. Elle ne peut être réalisée que par la mobilisation et l'organisation des masses, la création d'un mouvement révolutionnaire impétueux, puissant, continu. La ligne du Parti définie par le 4e Congrès, les objectifs du Plan Quinquennal 1976-1980. Les nouveaux statuts du Parti donneront à notre peuple de l'enthousiasme et de grands objectifs de lutte qui encourageront tout le monde à faire preuve plus que jamais d'ardeur, à apporter les contributions les plus dignes de la grande œuvre de la nation. Ce sont là des conditions favorables à l'organisation d'un mouvement de production impétueux, puissant et continu, un mouvement d'émulation dans l'obtention des succès sur les fronts économique et culturel.

Nous nous fondons sur l'histoire pour avoir confiance en la grande force du peuple. Sous la juste direction du Parti, notre peuple a fait et fera des prodiges. Il faut faire comprendre à chaque citoyen la ligne du Parti, la voie de la nation dans la nouvelle étape de la révolution afin qu'il transforme la ligne du Parti en volonté et actes révolutionnaires. Il faut mobiliser et organiser les masses pour qu'elles aillent de l'avant avec l'enthousiasme et l'élan révolutionnaire d'offensive, travaillent avec ardeur à la réorganisation de la production sociale, à la nouvelle répartition des forces de production, à l'intensification des trois révolutions pour dépasser les tâches et objectifs du plan.

Imaginons que les vingt millions de travailleurs dans tout notre pays se mettent à l'œuvre. Chacun à son poste, chacun se comportant en travailleur socialiste, en combattant du front de la production, que tout le monde travaille avec toute son ardeur et de toutes ses forces, concentrant ses efforts sur les branches importantes à développer en toute urgence, à savoir l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'industrie des articles de consommation —s'efforçant en même temps d'impulser les branches de l'industrie lourde, les constructions de base, les transports et communications et les autres branches économiques. Il est vraiment difficile d'évaluer toute l'importance et tout l'effet multiforme d'un mouvement de production aussi large, aussi puissant. Naguère, nous avons vaincu l'impérialisme américain agresseur avec une force globale. Maintenant, avec une force globale peut-être encore plus grande, plus étroitement organisée et dirigée, nous obtiendrons infailliblement de grands succès sur les fronts économique et culturel.

Il faut souligner sans cesse un point très significatif : nous mettons en relief le droit de maitre collectif du peuple. Ce droit consiste avant tout et essentiellement à être maitre du droit de travailler, maitre de l'obligation de travailler, maitre de sa force de travail pour fabriquer divers produits : moyens de production et articles de consommation, dans son propre intérêt, immédiat et à long terme, dans l'intérêt de l'édification de la base matérielle et technique du socialisme comme dans l'intérêt de l'amélioration continue des conditions de vie du peuple. Sous la direction du Parti, le peuple vietnamien a été un bon maitre dans la guerre patriotique contre l'agression américaine. Sous la direction du Parti, il sera un bon maitre dans l'édification du socialisme, avant tout dans la fabrication en qualité croissante des divers produits nécessaires conformément aux indices du plan d'État, du plan quinquennal et du plan annuel.

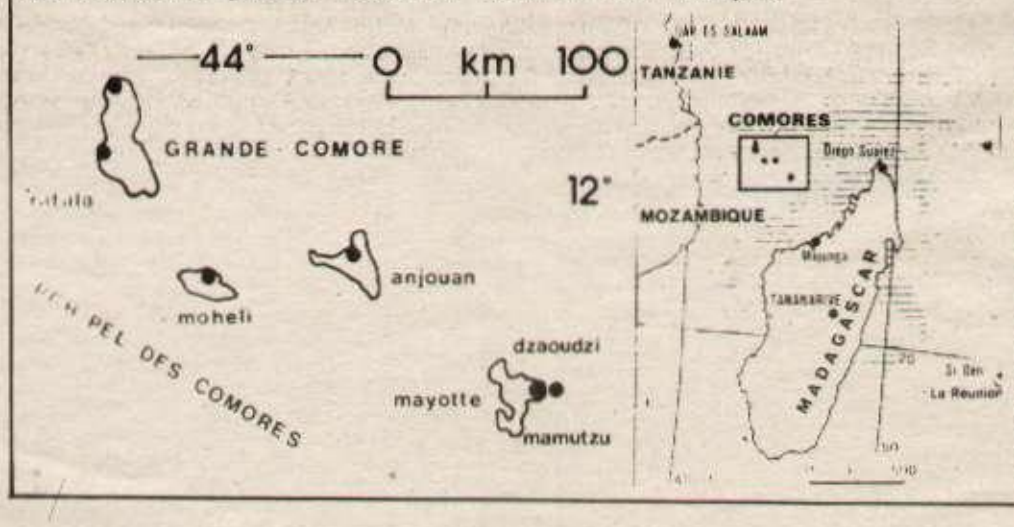
Dès la clôture de ce Congrès, de pair avec la diffusion des documents qui seront adoptés, tous les branches, échelons et unités de base doivent déclencher un mouvement révolutionnaire des masses sous le mot d'ordre : «Tout pour la production, tout pour l'édification du socialisme, tout pour la prospérité de la patrie, pour le bonheur du peuple». Le contenu fondamental de ce mouvement consiste à organiser tous les travailleurs pour qu'ils consacrent au travail toute leur ardeur et toutes leurs capacités, avec un sens des responsabilités poussé et un sérieux esprit de discipline —s'efforcent d'obtenir une productivité élevée, de fabriquer des articles de bonne qualité, de réaliser de grandes économies — de rationaliser la production, d'améliorer la technique et la gestion. Nous devons nous rappeler constamment que c'est un mouvement révolutionnaire et un mouvement révolutionnaire organisé.

Pour libérer Mayotte

COMORES : *«Le peuple des Comores fait des préparatifs de grande envergure pour libérer l'île de Mayotte»*, a déclaré à la radio tanzanienne, dimanche, le ministre de la défense des Comores, qui a précisé que les Comores allaient introduire un service national qui permettrait à l'archipel de renforcer son armée. Les étudiants suivront désormais une formation militaire pour se préparer à la défense du pays.

La France a arbitrairement détaché l'île de Mayotte du reste de l'archipel en organisant un référendum truqué pour maintenir sa présence dans la région. Elle ne se maintiendra pas devant les aspirations des habitants de Mayotte à l'indépendance et à l'unité avec le reste de la population comorienne.

Dehors le colonialisme français.



• MADAGASCAR :

A Majunga, de violentes bagarres depuis plusieurs jours auraient fait des dizaines de morts. Le gouvernement a décrété l'état de siège dans cette ville.

• ILE MAURICE :

Le Mouvement Militant Mauricien (MMM) est sorti vainqueur des élections législatives, lundi, en remportant trente-deux des soixante-deux sièges à pourvoir. Ce changement de majorité dans l'île pourrait grandement contribuer à améliorer la situation des travailleurs mauriciens en France. Le MMM exige en effet de la France qu'elle régularise les quelques 4 000 immigrés mauriciens sans papiers, comme préalable à toute discussion avec elle.

QUESTIONS SYNDICALES

Deuxième congrès de l'union régionale Bourgogne CFDT

MAIRE A EU UN CONGRES SUR MESURE

C'est en chantant l'Internationale que les congressistes de l'URI Bourgogne se sont séparés au Creusot, le dimanche 12 décembre : E. Maire venait d'assister à un Congrès *«taillé sur mesure»* ! Au cours de ce Congrès, le rapport «Action-Orientation» a été adopté par 78,10% des voix avec 6,30% contre et 15,58% d'abstentions. Le rapport «Action-Organisation» a été adopté à 89,9% contre 2,3% et abstentions égales à 7,8%. Quant au rapport sur les moyens financiers : pour = 82,2%, contre = 10,3%, abstentions = 7,5%.

La Résolution Générale enfin a été adoptée à 92,7% des voix, contre 0,39% et 7,44 abstentions.

Au cours de ce 2e Congrès, les travailleurs ont pu constater une importante progression des rangs de l'organisation depuis 73 (multiplication par deux), dans une région où la CGT révisionniste est fortement implantée. C'est un progrès important dans une région où domine la petite entreprise paternaliste où une seule multinationale détonne (Creusot-Loire : producteur de matériel de centrales nucléaires).

Le Congrès soulignera cependant que *«d'importants progrès restent à faire, surtout dans l'Yonne et la Nièvre»*. Le travail syndical est impératif dans cette région, fortement marquée par des bas salaires (inférieurs de 10 à 20% par rapport à la moyenne nationale), par l'exode rural (le mot d'ordre *«Travailler et vivre au pays»* y a toute son importance !) et par une forte disparition des entreprises du type «canard boiteux» (prévue par le plan Barre). La région est aussi marquée par la volonté de la bourgeoisie d'en faire une zone de «passage» (TGV-SNCF, canal Rhin-Rhône) et une zone d'entreprises nucléaires (Valduc, Cosne sur Loire, vallée de la Saône, Belleville, Issy Lévêque)...

QUELQUES INTERVENTIONS D'OPPOSITION...

Au cours de ce Congrès auquel assistait E. Maire en personne, pratiquement aucune opposition à la ligne confédérale, si ce n'est un apport important d'un camarade mineur de Montceau et une position fort critique par rapport au P«S» (et au Programme Commun dans la CFDT) du Syndicat Métaux de Dijon ; l'Équipement Saône et Loire, quant à lui, posera le problème de la répression dans les rangs du syndicat. Le camarade mineur a souligné qu'il fallait que la CFDT lutte pour imposer l'inventaire de toutes les sources d'énergie nationales pour faire front au «tout nucléaire». Il a précisé que le plan de relance de l'extraction de la bourgeoisie n'était pas favorable aux travailleurs, que la CFDT devait lutter pour en imposer un véritable, en respectant les conditions de sécurité.

Il a, d'autre part, précisé que la politique du pillage des ressources des pays du Tiers Monde devait cesser. Qu'il fallait œuvrer pour que les importations ne soient plus que secondaires.

Le Syndicat des Métaux de Dijon a déclaré qu'il ne voterait pas le Rapport «Action-Orientation», bien que d'accord sur l'essentiel, car il le trouvait trop ambigu sur les questions d'autonomie syndicale (du fait que les responsables sont «proches du PS»). D'autre part, le rapport est peu clair sur la question de la transition, les raports de la CFDT avec les les «patrons d'État», la gauche au pouvoir, les nationalisations.

Enfin, le rapport ne condamne pas assez clairement FO et la CGC.

Le camarade de l'Équipement s'opposera avec force à la «pratique anti-populaire» de la confédération, (*«digne des patrons»*) qui a sanctionné des camarades en rupture avec les orientations de la confédération (rappelant diverses interventions confédérales y compris à l'encontre de la Fédération de l'Équipement).

Dans l'ensemble, ce congrès n'aura pas été marqué par un fort débat mettant largement en cause la ligne confédérale. Cependant, des questions importantes ont été sans cesse présentes au cours de ce congrès.

—Quelle est la valeur des nationalisations du Programme Commun pour l'ensemble des travailleurs ?

—Est-ce que le P«C» ne veut pas remplacer les patrons privés par des bureaucrates ou des technocrates en contradiction avec les masses populaires ?

—Que signifie la démocratie syndicale et l'«indépendance» quand des militants des UD et UL sont inquiétés parce que pas en accord total avec la confédération ?

—Quelles luttes devons-nous engager aujourd'hui face au plan Barre ? Un affrontement localisé tournant ou un affrontement de masse d'ampleur nationale ?

Ces questions fondamentales pour la lutte de classe devront être largement débattues avec les travailleurs pour saisir l'enjeu de la période.

«Attendre 78» ou lutter, coordonner et construire un large front contre la crise ? De fait, ces problèmes posés au Congrès mais non résolus par lui, sont renvoyés aux syndiqués, aux travailleurs.

Corr. Saône et Loire

Les enjeux importants ont été escamotés

Tous les enjeux importants, le débat de fond également sur la stratégie, la société socialiste à construire, ont été de fait escamotés ou banalisés...

E. Maire disposait là d'une tribune sur mesure, d'où (dans le cours même de la préparation du Congrès), le PS avait pris soin d'éloigner au préalable l'essentiel des «gauchistes» et des «basistes», et même des militants syndicaux combatifs, un tant soit peu opposés au réformisme confédéral !

Un tel simulacre de démocratie n'est pas propre à la préparation du Congrès, mais marque la pratique quotidienne des réformistes, véritable main-mise sur les structures régionales, et illustrée à diverses reprises par les manœuvres de certains responsables de l'UD-CFDT contre la lutte de Bourgogne - Électronique et son soutien.

Maire réglait ses comptes à la tribune du Congrès !

La presse bourgeoise a fait grand écho à une petite partie du discours tenu par Maire au Congrès de l'Union Régionale de Bourgogne sur «l'unité syndicale». Il semble qu'un tel écho correspondait largement aux vœux de la Confédération CFDT elle-même, puisqu'un hebdomadaire en vente le samedi comportait déjà l'essentiel de l'intervention de Maire au Creusot (alors que le Congrès était en plein dans son déroulement). De fait, à la tribune —tout spécialement favorable— de ce Congrès fait à point pour lui, Edmond Maire a réglé ses comptes.

Vis à vis de la FEN, dont il a réfuté les *«propositions d'unité organique avec droit de tendances»* pour après 78, le secrétaire confédérale de la CFDT contestait *«une unité dans l'enthousiasme d'une victoire de la gauche (type 36) qui se casse 3 ans après d'une manière catastrophique»* et *«la division entre terrain économique (attribué aux syndicats) et terrain politique (propre aux partis)»* qui, selon Maire, *«n'est pas la manière dont les travailleurs posent les problèmes»* et ne peut aider à résoudre le problème de l'unité syndicale !

Mais le discours confédéral au Congrès de l'URI Bourgogne ne s'en prenait pas qu'à la FEN. Concernant FO, Maire regrettait par exemple que *«pour combattre son anti-communisme, il faudra du temps»* (mais combien par rapport à celui nécessaire pour régler ce même problème dans la CFDT ? il ne l'a pas dit !)...

Cependant, les critiques à l'encontre de Bergeron furent d'autant plus vives que l'espoir perçait d'une *«évolution positive dans un ou deux secteurs de FO»* ; la perspective «possible» d'un ralliement (comparable à celui de FO-Chimie de Labi en 69 à la CFDT se confirmerait donc ?

LA CHASSE CONTINUE...

Contre les opposants dans la CFDT, maire a tempêté encore ! Il y a consacré plus de temps et plus de *«fougue»* qu'à dénoncer *«l'agression par la CGT»* dont serait victime la CFDT dans la période (du point de vue de la propagande, s'entend !). *«Il faut, d'ici 78 et dans les 3 ans à venir, faire une CFDT plus forte ! Le Bureau National est unanime sur son travail pour la période»* a-t-il affirmé. Et il n'a pas manqué de préciser sur quoi portait cette touchante unanimité de la *«majorité confédérale»* et d'une partie notable du courant *«contribution»* (proche du CERES) : *«La lutte contre l'entrisme de l'extrême gauche, quand cela paralyse la démocratie»* et *«pour rétablir le pouvoir des adhérents là où il n'existe plus»*. Comme si les manquements à la démocratie syndicale caractérisait l'opposition *«gauchiste et basiste»* dans la CFDT, alors que tous les coups, toutes les manœuvres (jusqu'à s'en prendre aux structures locales, départementales et même fédérales) viennent depuis Annecy des partisans du PS et du programme commun dans la CFDT, des réformistes bon tein qui veulent mettre la CFDT au pas !

D'ailleurs Maire lui-même n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre, dans le cours d'un Congrès de Région, à une Fédération (en l'occurence, encore une fois, celle de l'Equipement). Sans doute n'avait-il que peu apprécié le fait que parmi les rares opposants qui avaient pu être mandatés et prendre la parole à ce Congrès, bien réglé par les réformistes, figurait une délégation de la FNHET (Habitat, Equipement, Transports)... Toujours est-il qu'il s'en est pris au *«fonctionnement démocratique de la FNHET, qui n'a pas été conforme aux options CFDT.* et au fait que *«pendant le Congrès Fédéral la direction de la FNHET a réorienté les positions de la Fédération et entraîné les adhérents sur une base d'opposition»*.

Belle leçon encore de démocratie syndicale que d'aller ainsi régler ses comptes par tribune de Congrès interposée, au plus grand mépris des options fédérales CFDT !

Mais au fait, comment se fait-il que Maire ait voulu s'exprimer en Bourgogne, sous la houlette d'une Région bien prise en main par la social-démocratie, plutôt qu'en Basse Normandie (dont le Congrès se déroulait à peu près dans le même temps) ? La direction confédérale aime bien parler de *«démocratie»* sans craindre d'être dérangée par un véritable débat démocratique, impulsé par ceux qui maintiennent les acquis de lutte de classes dans la CFDT !

S.R

• LA RÈGIE AUTONOME DES TRANSPORTS DE MARSEILLE (RATVM) EN GRÈVE : ***Cette décision a été prise, en accord avec toutes les organisations syndicales, suite à la volonté de la RATVM de supprimer les 3 % de progression de salaires au-dessus de l'indice de l'INSEE, ce qui équivalait au même tiers du pouvoir d'achat jusqu'à cette année. De plus, la direction prétextant le plan Barre, refuse l'augmentation de 1 % prévue pour la fin de l'année. Avant Barre, les patrons se laissaient arracher les primes de fin d'année, avec Barre, ce sont les travailleurs ; qui devraient les payer. C'est le changement !***

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gaies Servet (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ☐
Abonnement de soutien ..... F ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

«COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES»

Camarades,

Je viens d'aller voir le film «L'usine de générateurs» de J. Ivens et M. Doridan. Ce film m'a enthousiasmé et je crois que tous les ouvriers, tous ceux qui veulent véritablement savoir ce qui se passe dans les usines en Chine Populaire, doivent y aller. Pourquoi ? Parce que d'une façon simple, spontanée, les ouvriers de l'usine nous expliquent leur lutte de tous les jours pour la construction du socialisme, et quand ils ne parlent pas, les images de J. Ivens reflètent l'expression et les gestes des ouvriers n'ont pas besoin de commentaires. De ce film riche, je retiendrais quelques points qui m'ont semblé importants.

- La fraternité qui existe dans les rapports entre ouvriers et paysans, ouvriers et dirigeants de l'usine, hommes et femmes, fraternité qui n'empêche pas des rapports constants d'unité et de lutte dans le but d'avancer ensemble.

- La façon d'aborder les problèmes politiques, du petit détail au niveau de la production aux questions d'ensemble de ligne politique. De la réunion de l'équipe de production, à celle du Comité de Parti, chacun s'exprime, donne son point de vue, écoute et combat dans l'enthousiasme qui n'exclut pas le sérieux.

- Et que dire de ces travailleurs étudiant l'«Anti-Dühring» d'Engels avec une «facilité» déconcertante, rapportant l'étude aux problèmes concrets de l'usine.

En allant voir ce film, vous verrez et vous comprendrez **ce que le socialisme peut apporter à l'homme. De l'éducation des enfants, à la fabrication des journaux nouveaux de critique, de la façon de concevoir le travail, les salaires à la défense de** la Patrie socialiste, des loisirs à l'étude du marxisme-léninisme vous comprendrez comment un quart de l'humanité conquiert sa libération, son bonheur.

Quant aux sceptiques qui ne voient dans la Chine qu'une uniformité grise, un pays sans liberté, artificiel, qu'ils soient déçus, ils ne peuvent découvrir dans ce film que ce qui leur fait peur aujourd'hui au fond d'eux-mêmes, 800 millions d'hommes et de femmes, ouvriers, paysans, intellectuels en marche vers le communisme.

«L'usine des générateurs», un «film» qui n'a qu'un seul acteur, le peuple, un seul décor, la réalité de la Chine Rouge.

B.B., ouvrier
à Marie Brizard France

DU 22 AU 28 DÉCEMBRE

«LA TERRE»

De Y. Chahine

D'après le roman de A. Charkawi, Chahine tisse le vrai visage d'un village égyptien au bord du Nil. Tout y est : travailler, lutter, revendiquer, s'amuser, aimer.

Un des films qui a marqué un tournant dans le cinéma arabe.

C'est le film qui «imprègne l'écran de la couleur de la terre»

SAMEDI 25 DÉCEMBRE A 16 H ET 21 H
DÉBATS SUR LES LUTTES PAYSANNES DANS LE TIERS MONDE

Horaires des séances :
Tous les jours à 21 H.
Vendredi à 19 H et 21 H - Samedi à 16 H et 21 H - Dimanche à 15 H et 18 H.

La place : 7,50 F - Abonnement (4 films) : 24 F

Le collectif «Écran du Tiers Monde» - Fitouri Belhiba
55, rue Thibaudière - 69003 Lyon

Si vous êtes dans cette situation

Voici la lettre que nous avons envoyée à certains de nos lecteurs.

Camarade,

Voici plusieurs fois que le Quotidien du Peuple qui vous était destiné nous est retourné par les PTT. Que se passe-t-il ? Il est possible qu'il y ait une erreur dans le libellé de votre adresse. Pouvez-vous nous dire laquelle ?

Dans l'attente, recevez nos salutations fraternelles.

Le service abonnement du QDP

Voici une des réponses que nous avons reçues.

Camarade,

Suite à ta lettre, je te joins une des bandes QDP que j'ai reçue, prouvant que les retours ne peuvent être que l'œuvre d'agents révisos ou réformistes, etc des PTT puisque l'adresse est exacte.

Salut cordial et fraternel révolutionnaire ML

Si vous êtes dans une situation analogue, n'hésitez pas à nous écrire rapidement pour que nous puissions adresser une réclamation auprès des PTT.

Marseille

UNE NOUVELLE AGENCE DE PRESSE

«Une Agence de Presse Régionale (AP 13) s'est créée à Marseille pour répondre à la faiblesse persistante d'une réelle information au service des luttes. Ses buts sont de répercuter la parole de tous ceux qui luttent dans la région, et de contrer les mensonges et les silences des monopolisateurs actuels de l'information.

L'AP 13 est prise en charge par un collectif qui n'est lié à aucune organisation particulière ; son information n'en privilégie aucune, cependant il entend susciter et regrouper le travail d'information de tous ceux qui se réclament d'un courant anticapitaliste.

Dans le bulletin hebdomadaire on trouvera :
o Des informations inédites sur la région ;
o Des communiqués courts et informatifs ;
o Une revue de presse régionale ;
o Un calendrier des activités et manifestations diverses.

Cette Agence de Presse fonctionne par abonnements :
- 35 F par trimestre
- 70 F par semestre
- 140 F par an

Nous comptons que chaque abonné devienne un correspondant.
Adresse : AP 13, 19 Allées Léon Gambetta
13 001 Marseille
Tél : 50 78 60
Les permanences fonctionnent actuellement tous les après midi de 14 h à 19 h. Les abonnements commencent début janvier 77.

Collectif de l'AP 13

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FRONT ROUGE VIENT DE PARAITRE

DANS CE NUMÉRO

Éditorial ..... p. 3
Après le 7 octobre :
- A propos des journées d'action ..... p. 5
Chronique des boîtes en lutte :
- L'Alsace à l'heure des Schlumpf ..... p. 6
- Lip : un bilan nécessaire ..... p. 9
Enquête à Usinor-Dunkerque :
- Usinor : 8 ans de PCF ..... p. 12
La lutte contre l'inflation et le plan Barre :
- Une nouvelle forme du modèle de crise ..... p. 18
Concurrence acharnée dans l'aéronautique :
- Les reculs de l'impérialisme français ..... p. 19
Bretagne :
- **L'enquête dans les Côtes du Nord (2) ..... p. 21**
Les maitres-auxiliaires :
- La désillusion ..... p. 26
Après les assises du nucléaire :
- Le point sur l'énergie nucléaire ..... p. 28
Notes de lecture :
- «Les Essais» de Lou Sin ..... p. 32
- «Le PC» d'Ellestein ..... p. 33
Élections américaines :
- Des élections dans un pays en crise ..... p. 35
Dossier Afrique Australe :
- Les peuples d'Afrique Australe sur la voie de leur libération ..... p. 38
- Soweto : «Pouvoir Noir» ..... p. 40
- Zimbabwe : la lutte pour l'indépendance ..... p 43
La lutte actuelle en Chine :
- Les conceptions des quatre : une forme de révisionnisme ..... p. 45

Passez vos commandes :
BP 68 - Paris 75019

feuilleton

325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

76 e épisode

Busard levait la grille, détachait le carrosse...

Elle versa de l'eau de Cologne sur son mouchoir de batiste ajouré par elle-même.

Busard trancha la carotte.

Elle passa doucement le mouchoir sur le front du garçon, pour essuyer la sueur.

« Continue, dit-elle, continue... »

Elle massa la tempe.

Il sépara les carrosses jumelés, les jeta dans la caisse. Le voyant rouge s'alluma. Il ne leva pas la grille. Le moule ne s'ouvrit pas. La presse s'immobilisa.

Il lui mit les mains sur les épaules. Elle continua de masser la tempe. C'était la première fois qu'elle avait un geste de vraie tendresse.

« Mon pauvre grand », dit-elle.

Elle appuya un instant son front bombé, poli comme les beaux bois qui accrochent les lumières, contre le front mouillé du garçon.

Au fond de l'atelier un ouvrier siffla. Un autre fit avec les lèvres le bruit d'un baiser. Busard retira ses mains des épaules de la jeune femme. Il leva la grille, détacha les carrosses jumelés...

Marie-Jeanne glissa le flacon d'eau de Cologne et le mouchoir dans la poche de Busard.

« A demain, dit-elle. A huit heures, je viendrai te chercher. »

Hélène sortait de l'appentis, ayant laissé la collation au Bressan. Les deux jeunes femmes quittèrent l'usine ensemble.

Elles remontèrent côte à côte l'avenue Jean-Jaurès. Marie-Jeanne ne disait rien. Elle revoyait les épaules de Busard inondées de sueur, elle était bien plus émue que quand elle l'avait eu nu contre elle. A partir de maintenant, c'est à elle qu'il appartiendra d'essuyer sa sueur.

Elle prit le bras d'Hélène.

« Je suis heureuse », dit-elle, avec élan.

Hélène fut surprise, ayant toujours connu Marie-Jeanne parfaitement maîtresse d'elle-même. Elle tapota gauchement la manche de l'imperméable posée sur son bras.

« Mais oui, ma belle, dit-elle, ma belle, ma belle... »

A vingt heures, le Bressan vint relever Busard. Il donna une forte tape sur le cylindre.

« Charogne », dit-il à la machine.

Il frappa une seconde fois, une tape à assommer un bœuf. Mais la fonte est plus solide et ne vibra pas.

« Charogne, répéta-t-il. Demain, à cette heure-ci, ce sera mon dernier poste. »

Busard fut surpris par le geste du paysan. Il n'avait pas encore pensé à haïr la presse.

Il ne put pas dormir davantage que pendant la pause précédente. Après s'être tourné et retourné sur les sacs pendant une heure, il flâna dans les usines. Seul le travail aux presses se poursuit pendant la nuit. Dans les ateliers d'assemblage, les objets gisaient sur les tables, dans la position où les avaient laissés les ouvrières quand avait sonné la sirène de vingt heures.

Sur une table, une pile d'hélicoptères s'allongeait devant une rangée de chaises vides. Il n'y avait que celui du bout qui portât tous ses ailerons. Autant de chaises que d'opérations, autant d'ouvrières que de chaises. Busard pensa comme ce devait être triste de coller toute la journée le même aileron sur le même pivot mobile, et comme il avait eu raison de prendre toutes dispositions pour fuir une ville où tout le monde semblait trouver raisonnable des occupations aussi absurdes.

(à suivre)

TÉLÉVISION

«Les dossiers de l'écran»

LES FUTURES ÉTOILES DU FOOT

DES "MACHINES A JOUER" DE HAUTE PRECISION

Malgré un sujet qui passionne de nombreux spectateurs, les Dossiers de l'Ecran de mardi soir, qui portaient sur «Les futures étoiles du foot», ont été un monument d'ennui.

UN «TOM POUCE» DU FOOTBALL

Le film qui servait d'introduction au débat était «Tom Foot» un film suédois de Bo Wideberg. Le personnage central est un gamin de six ans, surnommé «Tom foot» par ses amis, et qui réalise le rêve de nombreux jeunes de son âge : découvert un peu par hasard par un entraineur, il se révèle être un véritable prodige du football. Il fait gagner le championnat à son équipe, est sélectionné dans l'équipe nationale, qui grâce à lui, se qualifie pour la coupe du monde.

La première partie du film témoignait d'un certain humour, construit principalement sur le contraste entre les dons de Tom foot pour le foot et son comportement en dehors du stade, qui reste celui d'un gamin de son âge. Ce qui donne quelques séquences réjouissantes : contraste entre la taille de Tom Foot et celle de ses coéquipiers ; défilé de ceux-ci le soir dans sa chambre pour lui lire les aventures des «7 petits ours», etc...

Mais, une fois cette idée de base exposée, le scénariste s'est trouvé à court d'idées, et le film devient vite monotone et ennuyeux : les mêmes gags se répètent, Tom Foot se trouve toujours là pour faire gagner son équipe... La fin, elle, se distingue par son moralisme, fort éloigné de la réalité du football professionnel : Tom Foot décide d'abandonner la compétition pour pouvoir apprendre à lire et à écrire. On peut supposer que la vraie raison de son attitude est qu'il ne sait pas signer son propre nom... et qu'il ne peut donc pas donner d'autographes, comme ses coéquipiers adultes. Enfin, ce «conte de fées pour adultes», comme disait Joseph Pasteur en présentant le film, n'est pas seulement ennuyeux. Il ne brille vraiment pas par une analyse originale du phénomène du football professionnel, et, à part quelques réflexions anecdotiques, les spectateurs désireux d'en savoir plus sont restés sur leur faim.

DES «MECANIQUES DE HAUTE PRÉCISION»

Le débat, lui, ne réussit guère plus que le film à éclairer notre lanterne. Il faut dire que les invités au débat avaient été choisis de manière à éviter tout problème ; on trouvait sur le plateau d'Antenne 2 trois jeunes footballeurs, invités pour faire de la figuration, face aux «ténors» : Jean-Michel Larqué, capitaine de Saint-Etienne, Messieurs Rocher et Garonnairre, respectivement président et manager adjoint de ce même club, Michel Platini, de Nancy, et le docteur Jacob, président de la commission médicale nationale, chargée de surveiller la santé des joueurs. Ce dernier déclarait d'ailleurs tranquillement : *«les footballeurs professionnels sont des mécaniques de haute précision, qui tournent toujours à la limite de leurs possibilités»*. Tout le problème étant, pour ce médecin d'un genre un peu particulier, de trouver l'entrainement le plus adéquat pour rôder ces machines !

La violence sur les stades : une conséquence de l'organisation capitaliste de football professionnel.

Quant au recrutement des jeunes, qui était le véritable sujet de l'émission, quelques détails ont été donnés par les participants au débat. Les parents de Laurent Roussey, un jeune joueur de 16 ans engagés par l'ASSE racontaient comment ils avaient été amenés à signer un contrat de «non sollicitation» avec ce club, en termes clairs, cela signifie que leur fils n'a plus le droit de s'engager dans un club autre que Saint Etienne !. Mais bien sûr, *«il n'a pas été question d'argent dans toute cette affaire»* ! A écouter d'ailleurs les déclarations de tous les participants au débat, on aurait vraiment pu croire que le monde du football professionnel est dirigé par des philantropes, qui agissent uniquement dans l'intérêt des jeunes. Les achats de joueurs à l'étranger ? *«C'est une pratique en voie de disparition»*. La violence sur les terrains ? *«C'est regrettable, mais si peu fréquent...»* La publicité ? *«C'est mon entraineur qui s'en occupe»*, déclarait Platini, le joueur vedette de Nancy.

Bref, à aucun moment, cette conception du sport professionnel qui transforme les joueurs en «machines à jouer» n'a été vraimer remise en cause. Seul un des jeunes joueurs présents, Hakim, a déploré que l'on «robotise» les joueurs en bridant l'initiative. Inutile de vous dire que le présentateur de l'émission à préférer passer à une autre question...

J.P Boulogne

Programme télé

JEUDI 23 DÉCEMBRE

TF 1

15 h 55 - Lorenzaccio. *Drame d'Alfred de Musset*
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Festival Tom et Jerry
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Les partis politiques
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Chapeau melon et bottes de cuir
21 h 30 - Salome. *Drame musical de Richard Strauss*
23 h 10 - Journal

A 2

10 h 50 - Gouverneurs de la rosée. *Film TV.*
12 h 35 - Dessin animé
12 h 45 - Journal
16 h 55 - Ciné-club : l'éternel retour. *Film français de Jean Delannoy (1943)*
18 h 45 - Au cœur des choses
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un chef-d'œuvre du Louvre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le petit baigneur. *Film français de Robert Dhéry (1967)*
22 h 05 - L'ame des poètes
22 h 20 - Des parts de lumière : *Pierre Jakez Hélias*
22 h 55 - Musique de nuit
23 h 10 - Journal

FR 3

19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Les demoiselles de Rochefort. *Film français de Jacques Demy (1966)*
23 h 15 - Journal

le quotidien du peuple

AVEC DES OUVRIERS DE ROCA (*Suite*)

Reportage de Frédéric FERRER

Roca n'est pas seulement significative à cause de la répression sauvage dont elle est l'objet et du courant syndical qu'elle représente.

Parallèlement à la bourgeoisie espagnole, en effet, le révisionnisme est amené à y développer sa politique d'une façon très ouverte puisque le Baix Llbregat est bien l'un des secteurs de l'Espagne où il est le plus implanté.

De quelle manière se développent les contradictions entre le parti révisionniste et les masses, comment sont elles assimilées par les travailleurs qui luttent ?

Notre grève est démocratique.

"écoutez bien, camarades..."

«Ecoutez bien camarades, explique un délégué et voyez ce qui pourrait se passer si demain les ouvriers de Roca étaient divisés en trois centrales syndicales. Dans une entreprise du Baix on a fait une grève de solidarité de 3 h. Tout le personnel s'est arrêté, sauf, écoutez bien, sauf la commission ouvrière ! Voyez jusqu'à quel point vont ces gens-là pour tenter de se mettre bien avec le gouvernement !».

Un ouvrier qui n'a pas digéré l'article 35 !

Dans l'assemblée, c'est le silence : les traditions de solidarité ouvrières sont fortes ici et cela fait toujours mal d'entendre une chose pareille. Pourtant, l'expérience des travailleurs commence à être solide en la matière.

Déjà après la grève de février-mars, ils avaient su se débarrasser des délégués qui n'avaient fait que saboter leur lutte. Et cette fois-ci, tout se coalise contre eux.

Un exemple : le gouverneur civil a proposé la formation d'une commission de négociation pour «examiner les problèmes du Baix Lloleregat» ; sa composition : deux délégués par branche d'industrie représentée et quatre de Roca.

La ficelle est grosse : par l'intermédiaire de cette commission, le gouverneur veut régler l'affaire Roca en s'appuyant sur les délégués «raisonnables»* des branches d'industrie. N'est-ce pas lui qui disait dans une récente interview au Diario de Barcelona» : dans le monde du travail, le PSUC (révisionniste) n'est pas tout à fait comme les autres partis «d'extrême-gauche» ?

La réponse des Roca est claire : «D'accord pour régler les problèmes de la région avec cette commission, mais pour ce qui concerne Roca, seuls les délégués de Roca peuvent négocier, sans le contrôle de leur assemblée». Le lendemain, la presse titre, «Mundo Diario» organe de forte influence révisionniste en tête : «Roca : les travailleurs refusent de négocier».

*(tous de la tendance majoritaire des commissions)

Les conditions ne sont pas réunies ?

Et tout à l'avenant, malgré les multiples démarches les délégations dans les conseils syndicaux, «Ceux qui commandent dans le Baix Llobregat» comme dit un délégué opposent le refus le plus obstiné à la popularisation de la lutte, à la grève du Baix tout entier : l'arme maintenant traditionnelle, et efficace des travailleurs de la région.

Ce ne sont pourtant pas les bases objectives de solidarité qui manquent : dans toute la région les négociations des conventions collectives sont bloqués, il y a de nombreux licenciements répressifs, des arrestations suite à la grève générale du 12 novembre. Mais pour Fernando Ramos et ses amis révisionnistes de l'UTT* métal : «les conditions ne sont pas réunies».

*UTT : structure de branche régionale du syndicat vertical.

Ce n'est pas non plus la solidarité spontanée des travailleurs qui ferait défaut.

Au meeting de «l'association catalane de la femme», où des femmes de grévistes ont été collecter de l'argent, elles ont ramassé une forte somme et ont été ovationnées par les participants. «Quand nous sommes arrivés rapporte un gréviste qui les accompagnait, il y avait là un ouvrier seul, qui collectait déjà pour nous. Ce n'est pas un original, c'est un ouvrier comme nous qui n'a pas digéré le coup de l'article 35*». «Unidad ! Unidad !» les ovations de l'assemblée sonnent comme un reproche pour ceux qui désertent les rangs.

Tout pour se faire légaliser

Non, ce n'est pas l'enthousiasme populaire qui ferait défaut : c'est bien l'appareil révisionniste qui pèse ici de tout son poids.

C'est que le mouvement des travailleurs de Roca est directement contradictoire avec les préoccupations actuelles du PCE : être reconnu par le gouvernement comme un interlocuteur valable pour tenir sa place dans le cadre de la «réforme» politique. En traduisant fidèlement les aspirations de la classe ouvrière, les Roca dérangent cette stratégie et ils en sont conscients. «Ces gens là, ils font tout pour se faire légaliser, sur le dos des travailleurs» expliquent de nombreux ouvriers. Assurément, il n'existe pas largement la conscience de la nature de classe du projet du P«C»E. Témoin, cette réflexion d'un ouvrier qui dit en souriant, sans trop y croire : «ce qu'il faudrait, c'est que les fascistes s'en aillent et que tous les autres se mettent d'accord pour gouverner à leur place».

*article 35 de la charte du travail suspendu par le gouvernement pour permettre le licenciement libre.

Mais le révisionnisme est assez largement compris comme une force extérieure au mouvement ouvrier : «Notre grève disent ils souvent est une grève de «bas en haut» où tout part de l'assemblée et non une grève de «haut en bas» dirigée par un parti, c'est pourquoi notre grève n'intéresse pas les partis».

On précise cependant que tous les partis ne sont pas à mettre dans le même sac et l'on est reconnaissant ici du soutien et de la présence dans la grève d'organisations comme le PTE.

Sur la place où se tient l'assemblée nous sommes restés longtemps à discuter avec quelques ouvriers et je leur ai demandé ce qu'ils pensaient de la démocratie, comment voyaient-ils celle qu'ils souhaitent pour l'Espagne, ce qu'ils pensaient aussi des pays de démocratie bourgeoise comme la France ou l'Allemagne.

«La démocratie ? disent-ils souvent, c'est d'avoir un poste de travail, un salaire décent, que l'ouvrier soit respecté, que l'on tienne compte de notre avis». Certes, ces aspirations, telles qu'elles sont formulées ne posent pas directement le problème du pouvoir et ne s'opposent pas de front au projet des révisionnistes. Pourtant, elles ne se reconnaissent pas dans les «démocraties de type occidental» que Carrillo déclare souhaiter pour l'Espagne.

Les illusions entretenues sur les démocraties bourgeoises européennes ne paraissent pas dans l'ensemble trop fortes ici. On ne doute pas que la vie y soit meilleure par certains aspects mais on a entendu parler de Poniatowski par exemple qui n'a pas meilleure presse qu'en France parmi les ouvriers. Les parents émigrés ont rapporté les conditions d'exploitation : «les ouvriers allemands travaillent moins longtemps me dira-t-on mais à des cadences épuisantes». De plus on connait les liens qui unissent les exploiteurs espagnols avec le capitalisme européen. La 2e entreprise du Baix n'est-elle pas Siemens ? Sans parler des 45 % de capital américain (Standard) qui a la mainmise sur Roca elle même. C'est déjà là un élément qui renforce sans doute le jugement de cet ouvrier : «Les capitalistes allemands, français, américains, ils s'entendent bien sur le dos des ouvriers, ils sont coordonnés».

La lutte des Roca est significative d'assez nombreux secteurs de la classe ouvrière en Espagne, où, après le puissant mouvement de masse qui a suivi la mort de Franco, dans des luttes pour le moment dispersées, les ouvriers sont amenés à s'opposer aux révisionnistes. Ils s'y opposent, de façon vive, sur le terrain de la pratique syndicale : par la fermeté de leurs revendications, par leur détermination face à la répression, par leur volonté de faire prévaloir la démocratie ouvrière, de réaliser, sur des bases de classe, l'unité et aussi la solidarité les plus larges.

A travers ces expériences, bien que cela n'apparaisse pas en général ouvertement dans les assemblées, la réflexion s'approfondit sur le lien entre ces pratiques syndicales et la politique du PCE, ses manœuvres pour négocier son intégration dans le cadre de la réforme politique de Juan Carlos.

L'évolution de la lutte de classe en Espagne dépend en bonne part de la façon dont pourra s'approfondir cette conscience anti-révisionniste et se cristalliser autour d'un projet révolutionnaire.